2.50 F
BELGIQUE : 20 FB
LUXEMBOURG : 20 FLUX
MAROC : 2.80 DH

Combat
SOCIALISTE

N° 75
JEUDI 11 JUIN 1981

François Mitterrand : *« Donnez-moi les moyens du changement »*

CONFIRMONS DIMANCHE LA VICTOIRE DU 10 MAI

LE précédent président de la République ne se souciait pas exagérément du bon fonctionnement de la démocratie et il n'hésitait pas, pour indiquer son « bon choix », à monopoliser la radio-télévision nationale après la clôture de la campagne électorale, s'arrogeant le droit de parler quand les autres étaient réduits au silence.

Aucun texte n'empêche le chef de l'Etat d'intervenir où et quand il le veut. Il n'a de restrictions que celles qu'il s'impose lui-même selon sa conception de la démocratie et du respect des citoyens. Que François Mitterrand ait choisi de parler mardi à Montélimar, assez tôt dans la campagne électorale pour que toutes les formations politiques aient le temps de lui répondre si elles le désirent, c'est aussi une marque fondamentale du changement dans lequel nous sommes engagés.

Le président de la République n'a d'ailleurs pas fondé l'essentiel de son propos sur les prochaines élections législatives. Il a évoqué l'action gouvernementale en cours, les mesures prises pour réduire les inégalités, la bataille de l'emploi, l'ouverture du champ des libertés, la décentralisation... Il a fermement mis en garde les Etats-Unis contre les atteintes qu'ils portent à la solidarité entre alliés en maintenant, pour le dollar, un taux d'intérêt abusif ; il a dénoncé la violation du droit international qu'a constitué le raid israélien contre l'Irak ; il a rappelé, à propos de la Pologne, le principe fondamental de non-intervention dans les affaires d'un autre pays...

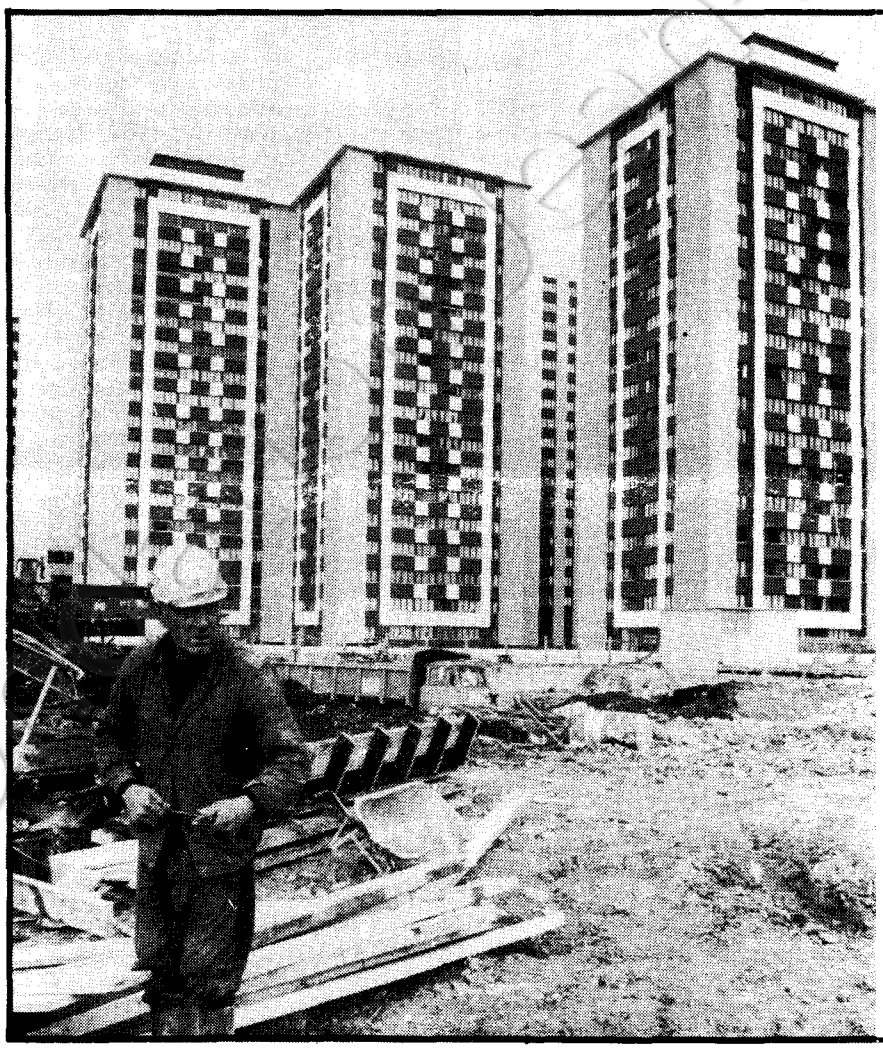
ET les élections ? Une constatation en forme de pronostic : « *Il n'y a aujourd'hui que deux politiques pour la France. L'une est celle dont les Français viennent de sanctionner l'échec. Ils la jugeront, je le pense, le 14 et le 21 juin comme ils l'ont fait le 10 mai.* » Et un appel, discret : « *En ces temps de crise et de vacarme, la France doit parler d'une seule voix. Elle doit pouvoir faire entendre universellement, pour sa paix et pour la paix du monde, son message de paix et d'espérance, de force et de tranquillité. Je souhaite que le pays m'en donne les moyens.* »

Parmi ces moyens, chacun l'a compris, l'élection d'une majorité parlementaire accordée à la majorité présidentielle. Il n'était pas besoin d'en dire davantage : les Françaises et les Français ont majoritairement choisi le changement en élisant François Mitterrand ; comme le président de la République l'avait prédit, beaucoup d'autres, parmi ceux qui avaient préféré Giscard d'Estaing le 10 mai, sont maintenant disposés à appuyer l'œuvre entreprise pour le redressement.

LOIN de créer la période de troubles annoncée par la droite, les élections législatives se présentent dans le calme comme la suite logique de l'élection présidentielle. Au côté d'un nouveau président, il faut une Assemblée nouvelle ; c'est la condition même du changement.

La cohérence de cette démarche est si puissamment ressentie par l'opinion que la droite s'en trouve à court d'argumentation. L'imagination n'a jamais été sa force principale, mais elle se montre, aujourd'hui, particulièrement pauvre en propositions. Elle remue, sans conviction, quelques vieux épouvantails, tels que la remise en cause des libertés ou l'anarchie économique. Face à un président fort et tranquille, à un gouvernement qui tient ses promesses, à un pays qui connaît le poids de l'héritage et qui a mesuré l'effort à accomplir, la droite ne sait même plus comment faire peur. Et comme elle n'a jamais essayé autre chose...

Claude GAULT



Mise en chantier de 126 000 logements sociaux

Roger Quilliot, ministre du Logement, a annoncé le 9 juin la construction de 126 000 logements sociaux dans toute la France, ainsi que des mesures facilitant l'accès aux prêts d'accession à la propriété (PAP) pour remédier aux taux d'intérêts trop élevés (voir nos informations page 7). (Photo Pascal Lebrun)

Les législatives dans le Sud

Les socialistes prêts pour de nouveaux succès

(PAGES 4 et 5)

Réunion extraordinaire du comité central à Varsovie

KANIA TIENT BON FACE A BREJNEV

(PAGE 9)

La France refuse l'extradition des Basques

PARIS - MADRID : LE TORCHON BRULE

(PAGE 9)

Une première Manche pour l'avion solaire
(Page 10)

VU DU LANGUEDOC

Qui paie la mise?

A Alès, qui n'est pas loin de la Grand-Combe et de ses terrils, qui n'est pas loin non plus du musée du Désert où l'on garde le souvenir des Camisards, un ami, l'autre jour, me montrait une bien bizarre carte de France.

Cette carte se trouvait insérée entre les pages d'un magazine allemand. Un magazine destiné aux patrons de petites et moyennes entreprises. Titre de l'article, tel que le traduisit mon ami : « *Comment investir avec succès en France?* »

Comment et, pour commencer, où? Eh bien, de préférence dans les endroits où la population connaît le plus fort chômage! Lesquels se répartissent pour moitié en Occitanie, pour moitié dans le reste de l'Hexagone.

« *Chez nous d'abord,* souligne mon ami. *Ici même, à Alès, signalé aux investisseurs d'outre-Rhin comme un lieu de « bonne tradition industrielle ».*

Ça veut dire quoi, « *bonne tradition industrielle* »? Que les Indiens du coin ont l'échine souple? Que la misère les rend peu exigeants? Ou bien que, depuis le temps qu'ils travaillent dur, ils ne savent pas ce qu'est un poil dans la main?

« *Tot aco e la resta* (tout cela et le reste), opine mon ami. *Mais il y a mieux,* ajoute-t-il en pointant l'index sur la carte. *Voyez... Ici, c'est La Voulte, en Ardèche.. Ici, La Ciotat-Toulon... Là, c'est Saint-Etienne... Là, Decazeville, dans l'Aveyron... Et là, Albi-Carmaux...*

Un, deux, trois... six points marqués sur la carte par un jeton. Un jeton semblable à ceux que lancent sur le tapis les joueurs de roulette, et que le croupier ramasse à la fin avec son rateau. Lequel, justement, figure sur la carte. Devinez où? Hasard ou calcul, il est posé entre Lyon et Digne, prêt à ratisser... l'Occitanie.

O mon pays à l'encan! Travailleurs de Decazeville sur lesquels le magazine allemand a collé l'étiquette : « *Main-d'œuvre bon marché!* » Chômeurs de Carmaux et d'Albi, dont il est tranquillement affirmé, pour appâter l'investisseur étranger, qu'ils sont capables de « *faire les trois × huit* »! Ouvriers de Rhône-Poulenc, à La Voulte, présentés comme « *pouvant* » peu importe qu'ils le veuillent ou pas!) changer de profession!

— *Et ce n'est pas tout,* dit encore mon ami d'Alès.

Revenant au titre dont il n'avait tout à l'heure traduit qu'une partie, il ajoute ce complément : « *C'est l'hôte qui paie la mise!* »

Le gouvernement français — celui d'hier — n'offrait-il pas, en effet, de prendre à sa charge, avec pour partie l'argent des contribuables occitans, la moitié des frais d'installation?

Maurice CHAVARDÈS

AU JOUR LE JOUR

C'est la faute au smicard!

par Gabrielle ROLIN

VOILA donc lancé le premier train de mesures sociales. En l'entendant siffler, les cent mille plus gros contribuables de France (ceux qui payent au moins 80 000 francs d'impôts), protestent, gémissent, crient au scandale. A les en croire, on leur retirerait le caviar de la bouche pour en tartiner le pain des OS. Pauvres millionnaires que jamais l'injustice n'empêcha de dormir et qui jugent la liberté en péril lorsqu'on augmente le SMIC de 10 % ! Regardez-les brandir le vieil épouvantail de l'étatisation, écoutez-les se plaindre, menacer, prédire l'apocalypse. Ils n'ont rien compris, rien appris, pas même la fragilité des privilèges.

« *Si ça continue, je ferme boutique,* m'a confié un médecin prospère. *Qu'on ne compte pas sur moi pour entretenir les chômeurs, bureaucrates, ou autres fainéants. Je les connais, je les soigne, je prolonge leurs arrêts de travail justifiés ou non. Si vous saviez les abus que je constate ! Hier, tenez, ce Yougoslave qui s'apprête à retourner chez lui vivre de sa pension... sous prétexte qu'il a un ulcère ! Demain, j'en aurai un, moi aussi, et qui s'en souciera ? Ah elle est jolie, votre égalité ! Aujourd'hui le pauvre se soigne aux crochets du riche et je parie qu'on va encore relever le plafond de la Sécurité sociale. Alors, franchement , je vous le demande, à quoi bon me crever ?* »

Inutile de discuter. Il défend son bifteck contre le smicard aux dents longues, le retraité gourmand, l'insatiable émigré. Parlez-lui de solidarité, il haussera les épaules : « *C'est chacun pour soi. Ils ont voté dans leur intérêt, je me bats pour le mien. Je n'ai pas à en rougir.* » Allez donc lui expliquer que certains intérêts l'emportent sur les autres. « *A quel titre ?* » s'étonne-t-il. « *Tout bêtement au titre de la dignité humaine qui s'accommode mal des salaires de famine* », lui répondrez-vous. Il n'en a cure : « *Charité bien ordonnée commence par soi-même, et, s'il en reste, j'ai mes œuvres.* » Que la fraternité quête au coin des rues, il n'est pas homme à lui refuser un sou. Mais qu'elle l'aborde à visage découvert pour réclamer son dû et le voilà qui crie au voleur. « *Dieu vous le rendra* », disaient les mendiants de jadis aux seigneurs que cette promesse consolait. Pourquoi ne pas parier à présent sur l'espoir de bâtir une France nouvelle ? « *Parce qu'on n'a jamais rasé gratis* », riposte le médecin. Qu'attend-il alors pour passer à la caisse ?

Incivisme

Il ne se passe pas de jour sans qu'un vertueux leader de l'ex-majorité ne fasse savoir que la situation de notre monnaie sur les places financières internationales le préoccupe. Ce très civique souci est heureux quoique tardif! Il eût été souhaitable, en effet, que l'ex-majorité giscardienne s'intéressât davantage à la valeur du franc au moment où elle avait tous les moyens de la défendre.

Rappelons que le septennat précédent s'est caractérisé par une baisse considérable de la valeur de notre monnaie. Le mark qui valait à peu près 1,87 franc à l'avènement de Valéry Giscard d'Estaing, valait plus de 2,35 francs à quelques jours du verdict populaire de mai dernier.

Mais l'histoire toute récente de notre monnaie est encore plus significative de l'étrange attitude de la droite à l'égard du franc. Ainsi, le 5 mai 1981, lors du débat qui l'opposait à François Mitterrand, le candidat sortant avouait à propos de notre monnaie : « *Actuellement, du seul fait de nos incertitudes politiques, nous sommes au plancher. Donc il faut agir et nous agissons à l'heure actuelle...* »

Certes, quelques minces mesures techniques conservatoires furent ébauchées. Mais Giscard avait affirmé lui-même que la faiblesse du franc résultait d'un effet de panique sans rapport avec la situation économique et financière de notre pays.

Un président de la République responsable aurait dû rassurer... Il ne l'a pas fait! Bien au contraire, il a laissé s'amplifier ce vent de panique. Nos compatriotes se souviennent des commentaires alarmistes faits par certains chroniqueurs boursiers des radios et chaînes de télévision. (...)

Cette entreprise giscardienne de déstabilisation et de peur trouva un écho à l'intérieur même de nos frontières chez les ci-devant Chinaud, Chirac, Lecanuet, qui « matraquaient » l'opinion publique de discours apocalyptiques attisant ainsi l'incendie tout en criant au feu. A l'étranger, les capitalistes de Londres, de Tokyo et de New York jouaient le franc à la baisse en agitant l'épouvantail du chaos économique, social et politique dans notre pays.

L'incivisme dont firent preuve ces hommes de droite aigris par le vote de la majorité de leurs concitoyens, la rapacité des ploutocrates à l'étranger conduisirent la Banque de France à débourser entre le 10 et le 20 mai de quatre cent cinquante à six cents millions de francs de devises par jour pour soutenir notre monnaie. Pour le seul jour du 21 mai, date de la passation officielle des pouvoirs, elle dut verser près d'un milliard de francs! (...)

Comparons avec l'attitude des salariés de notre pays et de leurs syndicats. Leurs intérêts bien compris passent par la défense de la valeur du franc : ils savent bien qu'ils feraient, les premiers, les frais de la chute de notre monnaie. Ils le savaient déjà en 1965 comme en 1974 : ils ne sabotèrent pas, malgré leur déception électorale, notre économie! Ils attendent avec vigilance parce que sans illusions que les porte-voix de la minorité battue aient, aujourd'hui, la même attitude!

Alain TOURON
Vosges

Jeux de mains

Décidément, rien ne va plus pour l'ex-majorité UDF-RPR.

A Chartres, ville dont le député-maire est Georges Lemoine, secrétaire d'Etat à l'Energie, comme chaque année depuis l'arrivée d'une municipalité d'union de la gauche, une fête populaire est organisée le jour de la fête des mères avec jeux, clowns pour les enfants, danses folkloriques et remise par la municipalité de médailles aux mères de famille méritantes (mères françaises et mères immigrées).

Ce dimanche 31 mai, la fête à peine commencée, arrive Monique Pelletier, ex-ministre de l'ex-majorité, en mal de représentation nationale. Elle vient d'être « parachutée » et c'est la quête de quelques poignées de main : « On est là puisqu'on vous le dit! » La pêche aux voix dans ce qu'elle a de plus méprisant .

En près d'une demi-heure, même pas une dizaine de poignées de main à des mères qui sont polies : on vous tend la main, alors vous y logez la vôtre! Sans plus.

Sur les affiches de Monique Pelletier (quel budget de campagne!) on peut lire : « *Pour la France, pour la Beauce, faire face.* » On commence à voir, ajouté au feutre : « *Pour la Bourse, pour Neuilly.* » (Monique Pelletier est adjointe au maire de Neuilly, à 90 kilomètres de Chartres!)

Alain ROUMESTAND
Eure-et-Loir

Météo

Amélioration

Après des pluies et des orages matinaux sur les Alpes, le Sud-Est et la Corse, le temps médiocre s'éloignera et des éclaircies se développeront de la Normandie et des Flandres aux Vosges et au nord des Alpes. Après un temps instable avec quelques averses, une amélioration se produira par l'ouest et les éclaircies deviendront belles. Sur le reste de la France, le temps sera ensoleillé après une matinée brumeuse

• Rectificatif :

Monsieur le rédacteur en chef,

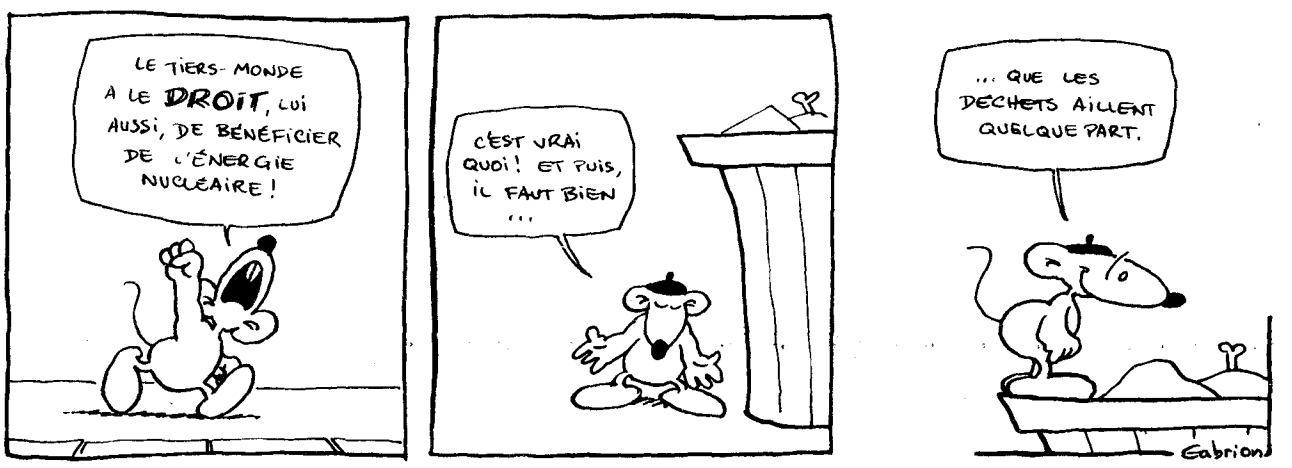
Dans le numéro du mercredi 20 mai de *Combat socialiste,* un article affirme en page 16 que j'ai signé un appel à la non-candidature des écologistes au premier tour des élections législatives du 14 juin 1981, m'associant ainsi aux écologistes qui soutiennent dès le premier tour les candidats socialistes. Usant de mon droit de réponse, je vous prie d'insérer dans votre journal que cette information est dénuée de tout fondement.

Comptant sur le sens qui est le vôtre de l'exactitude en matière d'information, je vous prie de croire, Monsieur le rédacteur en chef, en l'expression de ma respectueuse considération.

M. CAVAGLIONE
conseiller municipal de Nice, Nice-écologie

L'article auquel M. Cavaglione fait allusion se réfère à l'appel fait par Jean-Claude Delarue aux écologistes pour qu'ils ne présentent pas de candidats dans les circonscriptions où les socialistes sont en mesure de l'emporter sur la droite. Au bas de cet appel figuraient notamment les noms de MM. Roubault et Cavaglione, tous deux conseillers municipaux de Nice sous l'étiquette Nice Ecologie. Il apparaît effectivement que le docteur Roubault ait donné le nom de son ami sans son accord.

Rat-le-bol



Le président de la République à Montélimar

Il n'y a que deux politiques en France...

De notre correspondant



Pour sa première intervention officielle depuis son installation à l'Elysée, François Mitterrand a choisi la province. Depuis la mairie de Montélimar, il s'est adressé au pays mardi en début de soirée.

IL a indiqué la nécessité qu'il y avait d'élire une majorité parlementaire qui partage ses options afin de mener à bien les réformes qu'il a annoncées et dont certaines sont déjà en cours de réalisation.

Profitant de son passage dans la Drôme où il était invité à dîner par son ami Henri Michel, député et maire de Suze-la-Rousse, le président de la République est finalement intervenu dans le débat des élections législatives comme il l'avait laissé entendre dimanche après-midi à Solutré (Saône-et-Loire).

A la différence de ses prédécesseurs à l'Elysée, François Mitterrand n'a pas agité le spectre du chaos dans le cas où la majorité parlementaire ne serait pas favorable à son projet. Il n'a pas non plus indiqué le « *bon choix* ». Mais il a déclaré clairement : « *Il n'y a aujourd'hui que deux politiques pour la France, l'une est celle dont les Français viennent de sanctionner l'échec, ils la jugeront, je pense, les 14 et 21 juin comme ils l'ont fait le 10 mai. L'autre est celle que je lui ai proposée et dont j'ai commencé la mise en œuvre.* » François Mitterrand a alors évoqué les premières mesures prises par le nouveau gouvernement en matière de solidarité nationale dans le cadre de la bataille pour l'emploi.

Puis le président de la République a souligné les difficultés de tous ordres qui pourraient gêner la réalisation de ses projets. C'est ainsi qu'il s'est longuement attardé sur la crise monétaire mondiale qui constitue pour la France sa principale difficulté d'ordre économique. François Mitterrand a révélé que « *du 15 janvier au 21 mai, la France a perdu 10 milliards de dollars, 5 avant le 10 mai et 5 après, sans que personne ne réagisse. Le 21 mai, dès le lendemain de mon installation, j'ai donné des instructions pour combattre la spéculation contre le franc. Depuis le 23 mai, c'est-à-dire depuis que les mesures prises par le premier ministre Pierre Mauroy sont entrées en vigueur, la France n'a pas perdu une seule devise. Elle n'a pas emprunté un seul dollar pour maintenir le franc à son niveau dans le système monétaire européen.* »

François Mitterrand a ensuite vivement critiqué la politique monétaire des Etats-Unis qui pratiquent des taux d'intérêts trop élevés « *qui contraint tous les pays développés à prendre des mesures dont souffre tout le monde, et d'abord les acquéreurs de logements.* » Si cette politique se perpétuait, elle pourrait aggraver le chômage. Le président de la République estime que le prochain sommet d'Ottawa pourrait être le lieu de règlement de ces problèmes, à condition que les pays européens s'accordent auparavant sur une attitude commune.

Abordant la situation internationale, François Mitterrand a déclaré : « *l'actualité immédiate nous rappelle l'importance pour la France de parler clair à l'ensemble du monde.*

« *Toute violation du droit entraînera de notre part condamnation.* » C'est ainsi qu'il a condamné l'intervention israélienne en Irak.

« *En ces temps de cris et de vacarme, la France doit parler d'une seule voix,* a conclu François Mitterrand, *elle doit pouvoir faire entendre universellement, pour sa paix et la paix du monde, son message de liberté et d'espérance, de force et de tranquillité. Je souhaite que le pays m'en donne les moyens.* »

Gérard MEJEAN

ESSENCE : Plus 15 centimes

LE litre d'essence plus cher de 15 centimes, ce qui met le super un peu en-dessous des 4 francs ? C'est l'augmentation qui devait être décidée, mercredi matin, par le Comité national des prix et vraisemblablement annoncée officiellement à l'issue du Conseil des ministres.

Il s'agit, en fait, pour le nouveau gouvernement, de rattraper les retards accumulés par rapport aux coûts réels du pétrole, puisque, pour des raisons électorales, le gouvernement de Raymond Barre n'avait répercuté ni la hausse du dollar ni le relèvement du prix du brut. On se souvient que les dernières augmentations des carburants, qui remontent, en effet, au 7 février et au 28 mars derniers, ne furent que de 5 et de 7 centimes, au lieu de 18 et de 11 centimes, ce qui fait un retard de 17 centimes, plus encore environ 5 centimes encore depuis mars pour tenir compte de la flambée du dollar.

« *La nouvelle hausse correspond à la répercussion d'une partie importante de la hausse des coûts, mais une marge a été gardée pour tenir compte de l'évolution du dollar et du prix du pétrole brut* », nous a confirmé Jacques Delors, ministre de l'Economie et des Finances, mercredi matin.

Ainsi le gouvernement, estimant sans doute que le dollar est actuellement surcoté, ne souhaite pas donner entièrement satisfaction aux compagnies pétrolières qui réclamaient un relèvement proche de 30 centimes.

D.F.

CONSEIL DES MINISTRES

Les recettes fiscales pour financer les emplois

Le collectif budgétaire et les créations d'emplois dans la fonction publique et les collectivités locales devraient être les deux têtes de chapitre du Conseil des ministres de ce mercredi et les deux volets d'une même opération, avec la préparation des grandes échéances internationales.

ON parle de 53 000 emplois. Un tiers dans l'Education nationale, un tiers à la Santé et un tiers aux PTT. Il s'agit à la fois de créer des emplois et de dégager des recettes supplémentaires pour en financer le coût.

Côté recette, on connaît déjà les sources. Il s'agit de recettes fiscales imputables, d'un côté, aux entreprises et, de l'autre, aux contribuables les plus imposés. Citons le prélèvement sur les gros contribuables, la taxation des profits des compagnies pétrolières, Elf et Esso notamment *(voir Combat socialiste du 10 juin)*, la taxation des profits des banques, l'impôt sur les frais généraux des grandes entreprises, et le réajustement des taux de la TVA.

Parallèlement, le Conseil des ministres devait annoncer la première tranche du programme de 210 000 emplois de « fonctionnaires » et « d'utilité collective ». En fait de fonctionnaires, les emplois créés dans le service public le seront davantage pour des opérationnels. Il s'agira d'embaucher des infirmières et aides-soignants, des instituteurs et des professeurs, des préposés aux PTT, des aides sociales pour les retraités, les mères de famille, les handicapés...

Tous ces postes ne seraient pas pour autant des créations. Le gouvernement devrait également pourvoir des emplois en titularisant certains contractuels, vacataires et autres auxiliaires. Les contraintes techniques de la fonction publique, où la majorité des postes sont attribués après concours, imposent en effet d'étaler les embauches dans le temps

Quant aux emplois d'utilité collective, dont la gamme serait extrêmement étendue, ils ne sont pas sans rappeler ceux proposés dans l'expérience initiée par le gouvernement précédent sur une petite échelle et demeurée sans suite : Robert Boulin, alors ministre du Travail, avait créé 3 500 emplois.

Autre grand thème du Conseil des ministres de mercredi : la préparation des grandes échéances internationales. Les problèmes économiques et sociaux que connaît actuellement la France ne peuvent être isolés du contexte européen ou international. Parmi ces échances, le Conseil des ministres du Travail des Neuf, ce mercredi après-midi à Luxembourg ; la conférence Jumbo ; celle de l'Organisation internationale du travail à Genève ; enfin la conférence des pays industrialisés qui se tiendra sous peu à Ottawa.

Ordre du jour chargé donc, et ce ne sera vraisemblablement qu'au Conseil des ministres de la semaine prochaine que le gouvernement arrêtera un prochain train de mesures concernant l'emploi,

C.M.

LIONEL JOSPIN SUR RTL

«Disposer d'une majorité cohérente»

LIONEL JOSPIN était l'invité, mardi 9 juin, du grand jury de RTL. Le premier secrétaire du Parti socialiste, interrogé tout d'abord sur une éventuelle participation des communistes, s'est prononcé pour un « *gouvernement large mais également cohérent* », tout en estimant qu'il était trop tôt pour savoir si leur présence était possible, « *les choses n'étant pas suffisamment clarifiées. Il y aurait eu cuisine électorale si nous nous étions mis d'accord en quelques heures sur des questions aussi importantes que celles de l'Afghanistan, des nationalisations, des SS-20 et du Proche-Orient* ».

L'accord signé entre le PS et le PCF n'est pas un accord de gouvernement mais de désistement réciproque, et la décision « *appartiendra au président de la République et au premier ministre* », a-t-il rappelé.

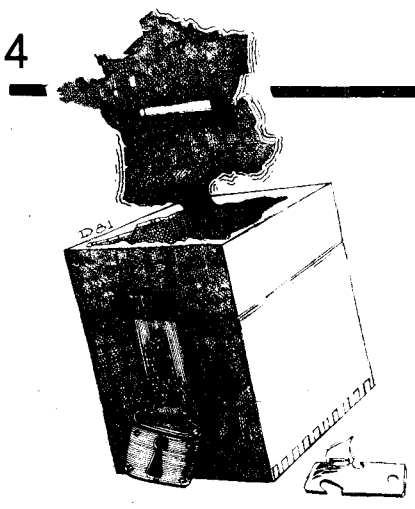
Le premier secrétaire s'est employé à préciser les positions socialistes sur les nationalisations, sur les 35 heures, mais aussi sur le problème de l'école libre, véritable cheval de bataille de la droite. A propos des élections législatives, Lionel Jospin a déclaré que, si la majorité parlementaire actuelle était reconduite, « *on entrerait dans une crise politique très sérieuse en France* ». Il a cependant réaffirmé que, malgré la campagne de peur de la droite, la composition future de l'Assemblée nationale correspondrait à la majorité présidentielle. En si peu de temps, « *je ne vois pas pourquoi les Français changeraient de position sur le choix fondamental qu'ils ont fait. Il est souhaitable qu'on dispose d'une majorité cohérente au Parlement pour appuyer l'action du gouvernement et faire passer les grandes options du président de la République* ». A une question d'une journaliste lui demandant quel serait le chef de l'opposition qu'il préférerait, Lionel Jospin a répondu : « *M. Giscard d'Estaing a de grandes qualités d'inexistence et M. Chirac, de grandes qualités d'opportunisme. Entre deux si éminentes vertus, j'hésite à donner la réponse.* »

Ni censeur ni courroie de transmission

Lionel Jospin a enfin défini le rôle du Parti socialiste dans la nouvelle majorité : ni « *censeur* », ni « *courroie de transmission* » ; continuer à affirmer l'existence du PS et de sa tradition historique, redonner à la société sa vie, son mouvement et faire vivre le mouvement socialiste. « *Je rencontre le président de la République, le premier ministre. Le PS leur donnera des informations sur ce qui existe à l'intérieur du parti, sur ce que pensent les militants par rapport à telle ou telle mesure, à tel projet, et sur ce que nous constatons dans la population elle-même, les aspirations, les mécontentements, les hésitations, les espérances. Nous aurons un rôle d'explication de la politique gouvernementale. Nous essaierons de convraincre, d'entraîner (...) sans renoncer à notre esprit critique, à notre conviction et à notre confiance dans ce gouvernement.* »

B.D.

LEGISLATIVES



Conquête et reconquête la France

Par Gérard LE GALL

DANS ce vaste espace formé par les 94 circonscriptions et les 26 départements des cinq régions programmes — Aquitaine, Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon, Provence-Côte d'Azur, Corse —, François Mitterrand rassemble, le 10 mai, 3 516 190 voix sur les 6 461 391 suffrages exprimés. Avec 54,4 %, il dépasse de deux points sa moyenne nationale métropolitaine.

Ce faible écart dans une région réputée à gauche, qui montre l'extraordinaire nationalisation des résultats et des comportements électoraux depuis près de quinze ans (rapprochement des niveaux entre les zones de forces et de faiblesse de chaque camp), ne doit toutefois pas masquer des contrastes. La région Midi-Pyrénées (56,8 %) se situe en bon rang derrière le Nord-Pas-de-Calais et l'Aquitaine, qui se place désormais au troisième rang des régions les plus à gauche, réalisant par rapport à 1974 un bond en avant supérieur à sept points.

Ici et là, dans le Languedoc-Roussillon et la Provence-Côte d'Azur, la gauche semble par contre avoir atteint un palier, quand ce n'est pas la poursuite d'un déclin *(voir tableau n° 1)*.

Dans cinq départements du Sud, en effet — les

La gauche électorale dans la France du Sud (1973-1981)

	1973*	1974*	1978	1979	1981 1er tr	1981 2e tr
Aquitaine	47,1	48,48	52,7	51	50,7	55,7
Midi-Pyrénées	50,9	53,92	55,6	52,4	51,89	56,87
Lang.-Rouss.	57,1	55,73	57,6	55,8	53,13	55,02
Prov.-Côte-d'Az.	52,3	52,32	51,8	49,6	48,21	51,72
Corse	42,3	46,84	45	41,2	43,37	47,87

* François Mitterrand (2e tour).

L'évolution des suffrages socialistes dans le sud de la France (1973-1981)

	1973	1978	1979*	1981**
Aquitaine	27,7	30,8	28,2	32,77
Midi-Pyrénées	31,3	34,3	29,8	33,68
Languedoc-Rouss.	27	25,3	23,7	28,58
Prov.-Côte-d'Az.	22,3	20,8	20,8	25,01
Corse	27,6	29	20,2	25,9

* Liste PS-MRG.
** François Mitterrand + Michel Crépeau.

seuls de toute la France — François Mitterrand réalise au second tour un score inférieur à celui de 1974 : Var, – 2,2 points ; Alpes-Maritimes, – 0,7 ; Ariège, – 0,3 ; Bouches-du-Rhône, – 0,2 ; Pyrénées-Orientales, – 0,3. Pour faibles qu'ils soient, ces reculs, replacés dans le contexte général de la progression de la gauche, peuvent paraître préoccupants. Il faut y regarder de plus près. La région Corse exceptée, l'ensemble des suffrages recueillis par François Mitterrand et Michel Crépeau *(voir tableau n° 2)* est généralement supérieur à tous les autres résultats obtenus par le PS et le MRG lors des consultations antérieures depuis 1973.

Le PC, en revanche, qui connaît une légère progression lors des élections législatives de 1978, et surtout lors des élections européennes de juin 1979 en Aquitaine et Midi-Pyrénées, une sensible amélioration en Languedoc-Roussillon, subit le 26 avril 1981 de durs revers. Ici comme ailleurs son bilan est globalement négatif puisque, devançant le PS en 1978, dans le Gard, les Pyrénées-Orientales, les Alpes-Maritimes, le Var et le Vaucluse, il ne fait dans les Bouches-du-Rhône qu'un score légèrement supérieur (+ 0,1) au total des voix obtenues par François Mitterrand et Michel Crépeau. Si, au niveau des circonscriptions, le PC n'avait rein à perdre en Midi-Pyrénées — puisque depuis 1973 il est constamment devancé par le PS ou le MRG —, ailleurs il ne domine plus la situation que dans 11 des 29 circonscriptions où il constituait la force principale de la gauche en 1978.

L'assemblée « nationale » de la France du Sud *(voir tableau n° 3)*, qui reflète une grande impression de stabilité entre 1973 et 1978, masque en réalité beaucoup de transferts entre la région Provence-Côte d'Azur (qui a vu une progression en sièges de la droite, un déclin sensible du PS de – 4 sièges, et du MRG de – 2 sièges et une légère progression communiste, de + 1siège), le Languedoc-Roussillon (PS – 1, PC + 1) et, enfin, l'Aquitaine et le Midi-Pyrénées (qui ont connu une forte pénétration socialiste, respectivement de + 4 et de + 3 sièges).

Dans la grande région Sud, où la gauche détient sans rupture 244 circonscriptions depuis 1962 — contre 15 pour la droite —, François Mitterrand a dépassé la majorité absolue dans 74 des 94 circonscriptions. C'est dire qu'en plus des 60 sortants la gauche peut encore conquérir de nouveaux espaces politiques.

En effet, aussi bien en Dordogne qu'en Gironde, dans les Pyrénées-Atlantiques, le Tarn, le Gard, l'Hérault, les Pyrénées-Orientales, les Alpes-de-Haute-Provence, les Alpes-Maritimes, les Bouches-du-Rhône, le Var, le Vaucluse et en Corse, les chances sont bien réelles de voir ici et là des socialistes conquérir ou reconquérir une dizaine de circonscriptions.

L'appartenance partisane des députés du sud de la France

	1967	1968	1973	1978
Gaullisme ou RPR	14	44	19	19
Majorité non gaull.	2	9	10	15
Centristes d'opposit.	10	7	3	
Total Droite	26	60	32	34
Non inscrits	1*	/	1*	/
Rad.-MRG	13	8	8	7
P S	39	19	36	35
P C F	14	6	16	18
Total Gauche	66	33	60	60
Total	93	93	93	94**

* Cornut Gentille (Alpes-Maritimes).
** Quatre circonscriptions en Corse au lieu de trois après le découpage du département en deux.

Le Poitou-Charentes vire à gauche

LA région Poitou-Charente fait partie de ces quelques régions qui, au cours de la dernière décennie, ont connu une profonde mutation politique. Songeons qu'entre les résultats obtenus par l'ensemble de la gauche lors des élections législatives de 1973 et le score réalisé par François Mitterrand la progression est supérieure à 9 points *(voir le tableau n° 1)*.

La palme d'or pour la région revient au département de la Charente avec une hausse de 13,5 %, suivi par celui des Deux-Sèvres avec 9,6 %. Ici, comme dans la région formée par le Grand Ouest (Bretagne, Basse-Normandie, Pays de la Loire), le PS, avec les nombreuses voix prélevées sur sa droite depuis dix ans et sur sa gauche depuis le 26 avril, la seule force motrice de la nouvelle majorité. La percée du Parti est telle dans l'ensemble de la région qu'il se hisse au-dessus de sa moyenne nationale dans les quatre départements. A l'opposé, le PC, qui en 1967 dominait la FGDS dans l'ensemble de la région, (dans la Vienne, la Charente et la Charente-Maritime en 1967 et en 1968 ; dans ces deux derniers départements en 1973 et encore en Charente en 1978), dut partout céder la place au PS et au MRG lors des élections européennes de 1979.

La gauche électorale en Poitou-Charentes (1973-1981)

	1973	1974*	1978	1979	1981 1er tr	1981 2e tr
Charente	42,6	54,1	52,6	51,9	51,5	56,1
Charente-Maritime	45,8	49,59	50,7	48,7	51,7	53,5
Deux-Sèvres	37,9	42,28	44,6	40,9	42,8	47,5
Vienne	44,2	48,21	49,5	47,4	47	52,9
Poitou-Charentes	43	48,6	49,5	47,5	48,6	52,6

* François Mitterrand (2e tour).

Le résultat obtenu sur l'ensemble de la région par Georges Marchais (12,6 %) accentue fortement une pente déclinante : 19,5 % en 1967, 18 % en 1973, 17,1 % en 1978. Le PC, qui devançait encore le PS ou le MRG dans six circonscriptions en 1973, puis dans trois en 1978, est aujourd'hui partout la deuxième force de la gauche.

A droite, Giscard d'Estaing ne doit la relative stabilité de son score au premier tour des deux dernières élections présidentielles (Charente-Maritime + 0,8 %, Charente + 1,6 %, Deux-Sèvres — 1,5 %, Vienne — 1,1 %) qu'au succès relatif de la candidature de Jacques Chaban-Delmas en 1974, dans cette région qui jouxte son fief bordelais. A contrario, Jacques Chirac, qui dans la quasi-totalité des autres départements améliora le score du candidat gaulliste en 1974, fait légèrement mieux que ce dernier dans la Vienne mais est en-deça ailleurs : Charente-Maritime — 7, Charente — 5,7, Deux-Sèvres — 0,06. Au second tour, l'ancien président perdra, par rapport à 1974, respectivement 5,2, 4,7, 3,9 et 2,1 dans les Deux-Sèvres, la Vienne, la Charente-Maritime et la Charente.

Dans cette région qui connaît, en termes droite-gauche, six circonscriptions sans alternance depuis 1958, où la gauche radicale n'obtenait que 2 sièges sur 14 en 1967, 1 en 1968, 2 (1 radical et 1 PS) en 1973, un basculement s'opère en 1978 et l'opposition fait jeu égal avec la majorité. Le socialiste Jean-Michel Boucheron l'emporte à Angoulême, Roland Beix à Saint-Jean-d'Angély, Philippe Marchand à Saintes, Jacques Santrot à Poitiers, tandis qu'à Confolens le communiste André Soury fait triompher son parti pour la première fois depuis 1958.

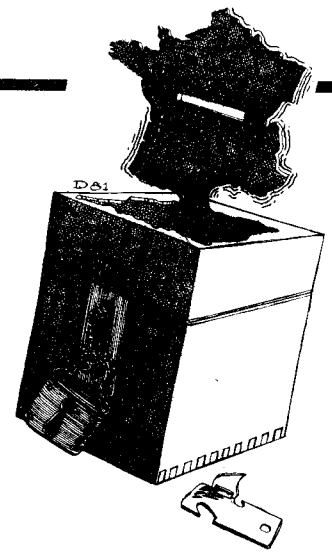
Le 10 mai, François Mitterrand, majoritaire dans les sept circonscriptions tenues par la gauche depuis 1978, devance encore son adversaire dans la deuxième circonscription de la Charente, dans la deuxième de la Charente-Maritime, dans les deuxième et troisième de la Vienne. Ici, Bernard Villete, Michel Fort, Edith Cresson et Raoul Cartraud pourraient forcer le destin tandis que Jean Reyrat menace le communiste sortant à Confolens. Bref, dans cette région qui voici peu était dominée par les gaullistes, le PS peut devenir parti dominant, et la gauche pourrait fort bien, le 21 juin, ne laisser que trois sièges

L'évolution des suffrages socialistes* en Poitou-Charentes (1973-1981)

	1973	1978	1979*	1981**
Charente	17,6	23,5	25,6	32,67
Charente-Maritime	19,3	28,3	26,4	36,36
Deux-Sèvres	26,3	30,5	26,4	31,29
Vienne	22,1	29,1	25,9	30,51
Poitou-Charentes	21,2	27,9	26,1	33,03

* Liste PS-MRG.
** François Mitterrand + Michel Crépeau.

socialiste dans du Sud



MARSEILLE

Combat difficile pour Michel Pezet

CE n'est un secret pour personne, le département des Bouches-du-Rhône n'est pas spécialement à la fête. Les chiffres sont là, précis, formels. Si 11 députés se partagent cette portion de soleil entre Marseille, Aix-en-Provence, Arles et Martigues, 2 seulement représentent les couleurs du PS, Gaston Defferre, le ministre de l'Intérieur et Louis Philibert, président du conseil général. Le PC, en revanche, est en position de force avec 7 élus. Quant à l'ex-majorité, elle partage ses mandats entre un représentant du RPR et un second de l'UDF.

Pour l'heure celui qui est et demeure avocat de profession ne joue pas la carte de la défense mais se prépare activement à l'attaque. Celle qui doit lui permettre d'enlever à la droite un de ses bastions, celui de la 1re Circonscription, quartiers du centre-ville de Marseille où le député sortant, Joseph Comitti, a décidé de se représenter comme... suppléant.

Le candidat étant Hyacinthe Santoni, directeur d'école et RPR. C'est le nouveau condidat, celui qui en tout premier lieu devra expliquer pourquoi l'« ex-patron » est bel et bien absent du terrain politique depuis plusieurs années. « *Ces habitants de la 1re Circonscription de Marseille ne sont plus impressionnés par le personnage Comitti,* note Michel Pezet, *ils sont plutôt déçus. Qu'a-t-il fait pour eux ? Le député sortant a surtout brillé par son absence.* »

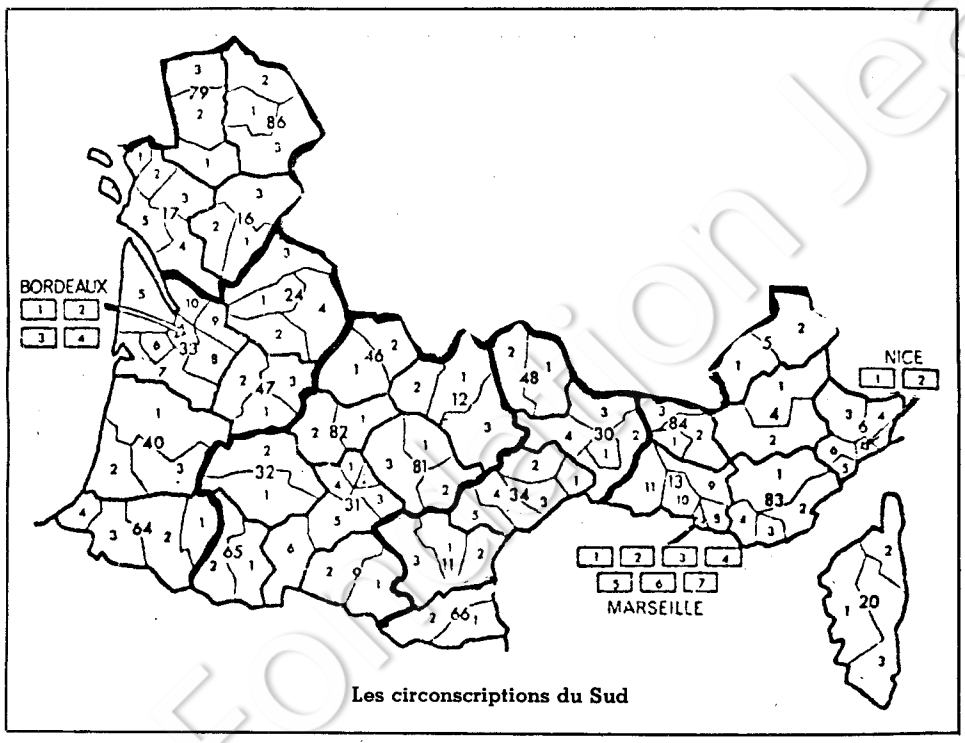
Etonnante soif de vivre et de connaissance que celle de Michel Pezet, trente-neuf ans, qui compe déjà derrière lui un passé brillant : conseiller municipal à Marseille, membre du conseil régional, président de l'office régional de la culture, de la fédération des Bouches-du-Rhône du PS, membre du comité directeur depuis 1971, secrétaire national chargé des questions d'urbanisme et d'environnement, président de la commission interrégionale européenne et méditerranéenne, écrivain à ses heures quand il s'agit de coucher noir sur blanc des ouvrages qui répondent au titre de *la Mer retrouvée* et du *Défi méditerranéen.*

Reste la députation. « *Difficile, mais possible,* dit-il en analysant les chiffres de la dernière présidentielle. *Valéry Giscard d'Estaing totalisant 56 % des suffrages, tandis que François Mitterrand approchait des 44 %. Il me faut obtenir 30 % des voix au premier tour,* ajoute-t-il.

La dynamique naturelle, une autre dynamique, celle que nous menons au cours de cette campagne peuvent nous permettre d'atteindre ce résultat. »

Sa suppléante Antoinette Guillen, se bat pour le respect de l'environnement

Gérard LE MAOUT



Les circonscriptions du Sud

ARDECHE

Tout dépend des primaires

EN accordant le 10 mai dernier 50,68 % de leurs suffrages à François Mitterrand, pour la première fois les Ardéchois ont laissé aller leur cœur à gauche. Un choix qui devrait se concrétiser à l'occasion de la prochaine élection législative par la désignation d'au moins un député socialiste sur les trois sièges à pourvoir. C'est la première circonscription de l'Ardèche, celle de Privas, qui, en toute logique, devrait basculer: le nouveau président de la République y a obtenu 54,24 % des suffrages au second tour et la droite s'y trouve en plein désarroi.

Mais, pour espérer être élu, le candidat socialiste, Robert Chapuis, devra devancer au premier tour son rival communiste, le même qu'en 1978 Henri Chaze. Un handicap de 5 points qu'il devrait finalement surmonter. En effet, depuis 1978, la situation a bien évolué. Même s'il est toujours taxé de « parachuté », comme l'indiquent des autocollants appliqués sur ses affiches, l'ancien secrétaire national du PSU est mieux accepté qu'il y a trois ans. Et les rivalités de tendance se sont estompées devant l'enjeu national: cette fois-ci, Robert Chapuis n'aura contre lui ni candidat socialiste « fantoche », ni candidat écologiste. Deux candidats qui avaient recueilli plus de 6 % des voix en 1978, et dont l'absence profitera largement à Robert Chapuis, devant lui permettre de distancer Henri Chaze.

En effet, le candidat du PC, le même depuis de nombreuses années, est de nouveau dans la bataille. Cet instituteur en retraite monte au front à chaque élection. Conseiller général et maire de Cruas, c'est un pronucléaire convaincu. Et il est particulièrement fier de la centrale que l'on construit sur sa commune. En 1978, il avait été battu au second tour de 1538 voix par Pierre Cornet (UDF).

Le député sortant ne se représente pas. De ce fait, la droite a eu des problèmes pour désigner ses candidats. Ils sont deux: un UDF et un RPR, tous deux sous la bannière de l'UNM. C'est Jean-François Michel qui défend les couleurs giscardiennes, mais, même s'il est le gendre du préfet de la région Rhône-Alpes, M. Philip, ce jeune loup de trente-deux ans est méconnu sur la circonscription. Il bénéficie toutefois du soutien du député sortant. Mais il aura maille à partir avec son rival, le RPR Jean-Louis Chirouze, qui, avec ses trente-deux ans lui aussi, se présente comme un pur sang ardéchois.

Quel que soit le vainqueur de cette primaire à droite, il ne devrait pas résister au second tour face à un candidat socialiste. A Privas, les socialistes y croient, même s'ils affirment que ce n'est pas gagné d'avance. Et Michel Rocard, ministre du Plan et de l'Aménagement du territoire, sera jeudi soir à Privas pour aider son ami Robert Chapuis à faire la différence.

Gérard MEJEAN

PERIGUEUX

Les croquants contre Guéna

LE foie gras, tout le monde le sait, s'obtient par gavage des oies ou des canards. Fort de cette spécialité périgourdine, Yves Guéna, député sortant de la première circonscription de la Dordogne et maire de Périgueux, soumet ses administrés à un gavage d'affiches tendant à faire croire qu'il est l'unique candidat aux législatives.

Les moyens déployés par M. Guéna pour conserver son siège sont à la hauteur de la frayeur que lui a causé l'arrivée de François Mitterrand à la présidence de la République. Le bruit ne court-il pas à Périgueux que, le soir du 10 mai, l'ancien dirigeant du RPR aurait téléphoné en pleine nuit au préfet par crainte de voir son château pris d'assaut par les débordements populaires sur l'air du « Ça ira » ?

Elu pour la première fois en 1962 par 16 voix d'avance sur son adversaire communiste, M. Guéna doute peut-être de sa légitimité. Une légitimité à nouveau contestée aux législatives de 1978 où il devançait cette fois le candidat communiste Roger Gorse de 519 voix. Il est vrai que 420 inscriptions de l'étranger (provenant en majorité du Gabon) étaient venues conforter sa maigre avance (P.C. et P.S. avaient tout de même obtenu l'annulation de 150 de ces voix), ce qui lui avait valu l'appellation suivante : « *Yves Guéna, l'élu des Gabonais.* »

Jusqu'en 1974, l'opposition de gauche était traditionnellement représentée par les communistes, dont la Dordogne représente la première fédération rurale par son importance, suivis des radicaux de gauche. Ce n'est qu'en 1978 que le PS aligna pour la première fois un candidat aux législatives. Les résultats du premier tour des présidentielles confirment son ascension puisque Mitterrand devance Marchais avec 26 % des voix contre 22 %. Ce renversement de tendance explique la candidature de Roland Dumas, bien décidé à concrétiser la dynamique des présidentielles par la conquête de la circonscription de Périgueux.

Yves Guéna a beau crier tout haut qu'il ne redoute pas la candidature de ce « *trompat-galant mandat de Paris* », comme il l'écrit sur un tract rédigé en occitan, on devine aisément sa préférence pour un affrontement avec Roger Gorse au second tour. Il connaît bien son adversaire communiste pour l'avoir maintes fois combattu, et se sent plus à même de l'emporter contre lui que contre Roland Dumas. Aussi s'emploie-t-il par tous les moyens à marginaliser sa candidature.

Au siège du PC, on semble confiant. La situation de la Dordogne n'est pas à l'honneur de Guéna : le taux de chômage y est nettement supérieur à la moyenne nationale, et on enregistre depuis 1953 une baisse constante de la population (la première circonscription restant la moins touchée par cette érosion humaine). Si Roger Gorse, et c'est compréhensible, ne doute pas d'être le meilleur candidat de la gauche dans un département à forte tradition communiste, il sait également que le report des voix au second tour se fera sans problème sur l'un ou l'autre candidat de la nouvelle majorité. Pour cet ancien cheminot, les voix communistes qui se sont portées sur François Mitterrand dès le premier tour des présidentielles ne devraient pas lui manquer aux législatives où le comportement de l'électorat est, selon lui, bien différent (absence du vote utile).

Roland Dumas, lui, se dit prêt à « *tailler des croupières aux gens de la majorité* ». Homme du Sud-Ouest, il se sent chez lui dans une région où son père est mort durant la guerre (il fut fusillé par les Allemands à Brantôme). Cet avocat des « *bonnes causes (en particulier du « Canard Enchaîné »)* que l'on dit ministrable, est fermement décidé à asseoir le socialisme dans un département qui a de bonnes raisons de se reconnaître dans ce parti.

Gérard MUTEAUD



ET MAINTENANT LE CHANGEMENT

... mais les socialistes n'en parleront-ils qu'à voix basse ?

Depuis le 10 mai, la France s'est éveillée à l'espoir. Dans la victoire pour le changement, les socialistes ont pris la part essentielle. Et avec eux, leur quotidien "Combat socialiste".

Ce changement, il s'agit maintenant de le construire. Jour après jour. Ce sera une bataille longue et difficile. Elle sera l'oeuvre de François Mitterrand, du gouvernement et de la nouvelle Assemblée nationale. Elle sera menée au niveau de l'Etat, mais aussi dans les régions, dans les communes, dans les entreprises. Avec tous les militants et les élus socialistes.

Elle sera également menée sur le plan de l'opinion publique. Le Parti Socialiste doit pouvoir se faire entendre. Chaque jour. Et de sa propre voix. Il ne peut, sans risques pour l'avenir, confier à d'autres le soin d'exprimer ses positions et ses propositions. C'est pour lui donner la parole que "Combat socialiste" a été créé.

Notre quotidien a été voulu par les militants socialistes. Il s'est affirmé en dépit de l'extrême pauvreté de ses moyens. A force de volonté. Il est aujourd'hui devant un choix : grandir, prendre toute sa place, être digne de la première formation politique de France, ou renoncer.

Nous avons gagné le 10 mai. Nous allons gagner les 14 et 21 juin. Nous voulons aussi gagner la bataille du quotidien. Cela dépend de vous. Pour grandir, pour trouver les moyens de son expansion, pour faire sa percée parmi les grands quotidiens nationaux, "Combat socialiste" a besoin, avant la fin du mois de juin, de 5000 abonnés nouveaux. Il le faut, absolument.

Participez dès aujourd'hui à la campagne «5000 abonnés pour l'avenir»

Combat SOCIALISTE

Le quotidien des socialistes

ABONNEZ-VOUS DES AUJOURD'HUI

☐ **Abonnement d'un an : 550 francs.**

☐ **Abonnement de soutien : 1 000 francs.**

☐ **Abonnement de 6 mois : 300 francs**

☐ **Abonnement d'un an par paiement trimestriel : payez 150 francs tout de suite pour le premier trimestre ; les trois autres trimestres (150 × 3) seront prélevés automatiquement sur votre compte bancaire ou postal (un formulaire spécial vous sera envoyé).**

ABONNEMENT COUPLÉ :

« COMBAT SOCIALISTE », 5 jours
« L'UNITE », hebdomadaire, le 6e jour.

☐ Un an : 650 francs.
☐ 6 mois : 360 francs

REDIGEZ VOTRE CHEQUE
à l'ordre de *Combat socialiste*
7 *bis*, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris

Nom ..... **Prénom** .....

Adresse .....

.....

Logement : aide aux bas salaires et relance de l'activité

• Relèvement de 60 % des mensualités de référence pour l'attribution de l'APL.

• Aide aux familles en difficulté.

• Modération des hausses de loyers.

• Réhabilitation de 200 000 logements sociaux

• Construction de 126 000 logements sociaux.

APRÈS avoir reçu de nombreuses personnalités responsables de la construction (publique et privée du logement), Roger Quilliot, ministre du Logement, a pris mardi 9 juin d'importantes mesures sociales et économiques en faveur du logement :

1. L'aide personnalisée au logement (APL) sera révisée dans des proportions qui renforceront sensiblement son pouvoir solvabilisateur : relèvement de 60 % environ des mensualités de référence pour tenir compte de la hausse inévitable du taux d'intérêt des prêts en accession à la propriété (PAP) dans le secteur de l'accession à la propriété et de 25 % environ dans le secteur locatif, le taux des prêts locatifs aidés (PLA) demeurant inchangé.

2. Le ministre du Logement vient de signer la Convention instituant définitivement à Clermont-Ferrand **un dispositif d'aide aux familles en difficultés temporaires,** soutenu financièrement par l'Etat. Afin que ce dispositif soit généralisé dans les meilleurs délais, les préfets encourageront les collectivités locales à prendre les initiatives nécessaires (*voir* encadré).

3. Modération dans les hausses de loyers. Dans le secteur social (trois millions de familles), Roger Quilliot a demandé aux organismes HLM de s'en tenir en 1981 à des hausses inférieures à l'érosion monétaire.

Dans le secteur non réglementé, le ministre a adressé aux préfets des instructions fermes, afin de renforcer le dispositif de concertation locale déjà en place ; si cette concertation s'avérait inefficace, le gouvernement serait obligé de revenir à des dispositions plus contraignantes.

4. Programme de travaux dans le patrimoine social locatif. Ce programme de travaux de modernisation et d'économies d'énergie dans le patrimoine des HLM et des sociétés d'économie mixte (SEM) devrait permettre de réhabiliter 200 000 logements chaque année.

Après l'abandon par le Conseil des ministres du 3 juin dernier de la politique de conventionnement, issue de la loi du 3 janvier 1977, le Parlement sera saisi d'un projet de loi visant à réorienter la politique du logement dans un sens tenant mieux compte d'une solidarité élargie et de nouveaux rapports entre l'Etat, les collectivités locales, les organismes gestionnaires et les usagers.

« *Le système du conventionnement fonctionnait mal,* explique-t-on au ministère du Logement. *Depuis le 10 mai, tous les dossiers étaient bloqués. On avait l'impression d'un moteur qui tournait à 5 000 tours... et qui était retenu. Maintenant, il va pouvoir rouler et le secteur va pouvoir créer des emplois.* »

5. Relance de la construction sociale.

Le déblocage du Fonds d'action conjoncturel (FAC) permettra la programmation immédiate de 76 000 logements dont 26 000 correspondent à des reliquats disponibles sur la dotation budgétaire initiale de l'ancien gouvernement.

En outre, 50 000 logements supplémentaires devraient être financés dans le cadre du collectif budgétaire (*voir page 3, le Conseil des ministres).*

G. F.

A Clermont-Ferrand

Un dispositif anti-expulsions

SÉNATEUR-MAIRE de Clermont-Ferrand, vice-président de l'Union nationale des fédérations d'organismes HLM, de la Fédération nationale des Offices publics d'HLM et de l'Office d'HLM Roger Quilliot connaît bien les problèmes.

Depuis deux ans, il a pris à bras-le-corps le problème des impayés dans les HLM. Il s'est en effet aperçu que sur dix impayés, neuf pouvaient être réglés tout de suite, pour la bonne raison que la plupart des locataires ne connaissent pas leurs droits.

Il a donc eu l'idée de réunir autour de la même table des représentants du bureau d'aide sociale (BAS), de la caisse d'allocations familiales (CAF), de l'Assedic, de la caisse régionale d'assurance maladie (CRAM).

Pour chaque dossier on trouve une solution. Cela permet d'une part de mieux faire connaître ses droits au locataire.

Résultat : en deux ans, une seule expulsion pour impayé.

Devenu ministre du Logement, Roger Quilliot vient d'écrire aux préfets pour les inciter à encourager les collectivités locales à mettre en place des dispositifs analogues.

G. F.

Pas de dévaluation du franc à l'automne

JACQUES DELORS, ministre de l'Economie et des Finances, a démenti, mardi 9 juin, la possibilité d'une dévaluation du franc à l'automne.

Le ministre, qui venait d'être reçu par le président de la République, à une question sur cette éventuelle dévaluation du franc, suggérée par certaines rumeurs, a répondu : « *Non* ».

« Je pense, a ajouté Jacques Delors, *que tout le monde comprend que lorsque l'on défend la parité du franc, on défend le niveau de vie, le premier train de mesures pris en faveur des plus défavorisés et aussi l'épargne.*

» *Depuis que nous avons pris des mesures, nous tenons bon. Nous défendons non seulement le niveau de vie, mais aussi l'épargne* », a poursuivi le ministre des Finances, qui a souligné qu'il ne pouvait y avoir d'effort national de redressement « *sans création, chaque année, d'une épargne longue et durable* ». « *Mon souci prioritaire pour conduire la politique économique, c'est non seulement la solidarité et l'emploi, mais aussi l'épargne pour financer l'emploi et la solidarité* ».

Il a indiqué que, outre les mesures prises en faveur de la défense du franc, d'autres mesures seront prises « *en temps utile après le 21 juin* ».

BREF

• **La compagnie Air France** a annoncé, mardi 9 juin au Bourget, la commande de 50 Airbus-A 320-200 de cent cinquante places. Un contrat pour une commande ferme de 25 appareils a été signé le 6 juin avec Airbus Industrie, et une option sur 25 autres avions. Les livraisons doivent intervenir à partir de 1986. Air France a versé 1,7 million de dollars de dépôt à Airbus Industrie au titre du contrat préliminaire d'achat de ces 50 Airbus, a déclaré Pierre Giraudet, PDG de la compagnie nationale.

• **Jean Auroux,** ministre du Travail, a décidé d'annuler une décision de son prédécesseur autorisant le licenciement d'un délégué CGT du magasin Prisunic de Montbéliard (Doubs). Le délégué concerné avait été licencié « *après que l'ensemble du personnel eut mené une action contre un plan de restructuration prévoyant le licenciement de 48 des 168 salariés de l'établissement* ».

• **350 emplois** menacés à l'entreprise Massicot de Saint-Florent-sur-Cher, qui vient d'être déclarée en règlement judiciaire par le tribunal de commerce de Bourges. Spécialisée dans la fabrication de vis et de boulons spéciaux pour le secteur automobile, l'entreprise tente de ses débouchés (SNCF, aviation...).

• **Les salariés** du groupe Transport national trois étoiles (TNTE — dix mille personnes), poursuivent leur lutte contre les licenciements dans les entreprises du groupe. Il s'agit, notamment, de vingt licenciements à la société Vandelet, à Montpellier, occupée par les travailleurs depuis le 11 mai. Selon la fédération CGT, des risques de fermeture sont également à craindre chez Mory, à Evreux et à Grenoble, chez Helminger, au Mans, et chez Chandon, à Blois.

Les priorités agricoles de Pierre Mauroy

PIERRE MAUROY a annoncé, mardi matin à Paris, que des mesures en faveur de l'agriculture seraient très prochainement prises au Conseil des ministres.

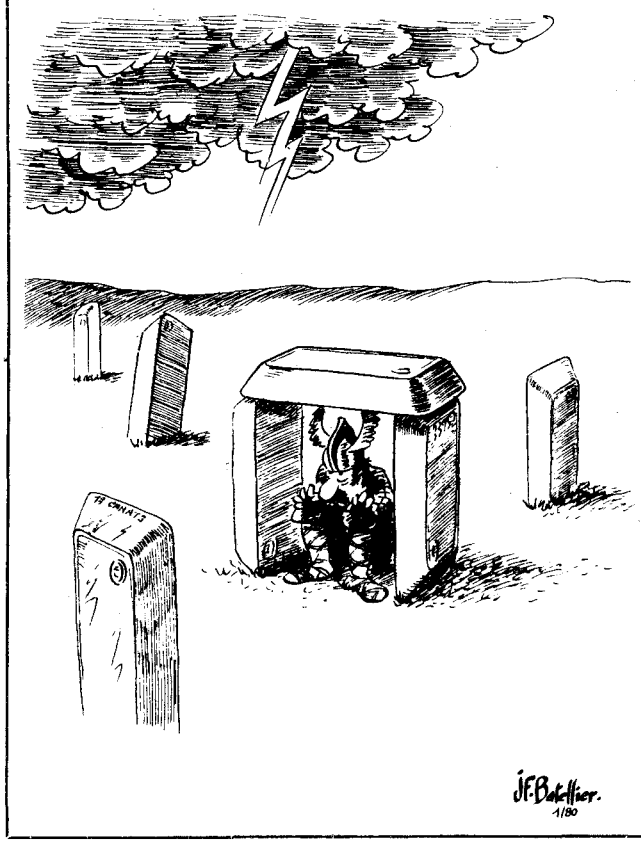
Accueillant, en présence d'Edith Cresson, ministre de l'Agriculture, les responsables de la FNSEA, du CNJA, de la Caisse nationale du crédit agricole (CNMCCA) et de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (APCA), le premier ministre a informé ses interlocuteurs que la dotation aux jeunes agriculteurs serait augmentée « *de façon sélective* » de 20 %, pour doubler d'ici à fin 1981.

Les prêts bonifiés, d'autre part, bénéficieraient d'une rallonge afin de réduire les files d'attente aux guichets du Crédit agricole. Les retraites agricoles, les pensions d'invalidité devraient être revalorisées. Le congé maternité des agricultrices sera amélioré. Enfin, 500 emplois d'aides ménagères à domicile seront créés.

Pierre Mauroy a également souligné qu'il voulait continuer « *le développement de l'agriculture française et des industries agro-alimentaires* ». Il a, par ailleurs, souhaité « *poursuivre la concertation avec les organisations professionnelles* » et maintenir la conférence annuelle.

François Guillaume, président de la FNSEA, a indiqué de son côté que le premier ministre confirmait la distribution de 1 milliard de francs aux agriculteurs pour compenser le revenu 1980.

Le lingot améliore son record de 500 francs



L'OR a ravi la vedette au dollar, mardi 9 juin, sur les marchés des changes, notamment à Paris où il a pulvérisé ses records.

Le lingot a dépassé de près de 500 francs son précédent record historique de 99 010 francs, enregistré le 21 janvier 1980, en cotant 99 485 francs. Le raid israélien sur le centre nucléaire irakien est à l'origine de cette effervescence.

En outre, le marché parisien, qui était fermé le lundi de Pentecôte, est soumis depuis l'élection de François Mitterrand à de fortes tensions, qui ont provoqué, dans la capitale française, une surcote du métal jaune de 17 % par rapport aux cours pratiqués à Londres.

Le dollar, qui lui aussi avait poursuivi son ascension, a enregistré un brusque repli à l'annonce d'une baisse sensible de certains taux d'intérêt aux Etats-Unis.

A Paris, le démenti apporté par Jacques Delors, ministre de l'Economie et des Finances, aux rumeurs de dévaluation du franc a accentué la baisse du dollar, qui est tombé à 5,66 francs contre près de 5,75 francs vendredi dernier, soit une perte d'environ 1,5 %.

La monnaie française s'est d'ailleurs bien comportée mardi devant les principales devises occidentales, excepté devant le mark, qui s'est légèrement renforcé à 2,372 francs contre 2,367 francs en fin de semaine dernière.

Enfin, la Bourse s'est ressaisie après la « dégringolade » de la semaine dernière. Les valeurs françaises ont regagné un peu plus de 1 %. Il est cependant encore trop tôt pour dire s'il s'agit d'un renversement de tendance.



Membre de l'IRA, actuellement détenu à la prison de Maze, près de Belfast (Ulster), Tom McIlwee, vingt-trois ans, est le dixième combattant républicain, depuis le 1er mars, à avoir commencé une grève de la faim. (Photo AP)

Elections jeudi en république d' Irlande

Le pouvoir pourrait changer de mains, après une campagne marquée par les événements d'Ulster

LE pouvoir pourrait changer de mains en république d'Irlande (Eire) à la suite des élections qui ont lieu jeudi. D'après le dernier sondage, publié lundi par un quotidien de Dublin, les deux forces de l'opposition, le Fine Gael et le Parti travailliste, devanceraient de quatre points le Fianna Fail du premier ministre Charles Haughey. Lors de la dissolution du Parlement, le Fianna Fail était encore crédité de dix points d'avance et il paraît avoir perdu tout son avantage lors de la campagne électorale.

Celle-ci a été marquee par deux questions : le développement du chômage et les événements d'Ulster. Charles Haughey affirme avoir créé 80 000 emplois depuis son arrivée au pouvoir en 1977. Mais le Fine Gael conteste ce qu'il dénonce comme une grossière déformation des statistiques. Il constate qu'en pourcentage le chômage a augmenté depuis cinq ans. Il atteint, en effet, avec 11 % le taux le plus élevé de la Communauté économique européenne (CEE).

On remarque aussi à Dublin que jamais le conflit nord-irlandais n'avait pesé aussi lourd dans une campagne électorale en république d'Irlande.

La mort de Bobby Sands, le 5 mai dernier, à la prison de Maze, à Belfast, puis celle de trois autres grévistes de la faim de l'IRA avaient contraint le premier ministre irlandais à reporter la dissolution du Parlement et la date des élections.

Charles Haughey a fait, depuis la mort des prisonniers de la couronne britannique, l'objet de critiques virulentes de la part du mouvement républicain irlandais, qui lui reproche d'avoir soigneusement évité d'interpeller publiquement Margaret Thatcher, sur son refus de céder à la demande des détenus d'Ulster.

Le premier ministre a dû, au cours de sa campagne, faire face à de nombreuses manifestations de protestations contre son inertie.

Neuf candidats

Le mouvement républicain a d'ailleurs décidé de présenter à ces élections neuf des dix prisonniers de l'IRA et de l'INA, actuellement en grève de la faim à Maze. Rappelons que les habitants d'Irlande du Nord peuvent, s'ils le désirent, se prévaloir de la nationalité irlandaise, ce qui a permis aux prisonniers d'être candidats.

Toutefois, compte tenu de l'importance traditionnelle du Fianna Fail, du Fine Gael et du Parti travailliste qui se partagent habituellement les voix en république d'Irlande, l'élection d'un candidat du mouvement républicain, fût-il un martyr de la « Dame de fer », constituerait une surprise.

Tension dans les Caraïbes pour une île de 26 km²

Un reportage d'Edouard Bailby.

La polémique vient de rebondir brutalement entre Bogota et Managua, à propos de l'archipel de San Andrés et Providencia. « *Nous ne céderons pas un pouce de notre territoire* », a déclaré le président Julio César Turbay Ayala, chef de l'Etat colombien, en réaffirmant la souveraineté de son pays sur le chapelet d'îles et d'îlots situé entre la Jamaïque et le Nicaragua. Une vieille querelle à laquelle sont mêlés les Etats-Unis refait aujourd'hui surface, alors que la situation s'aggrave en Amérique centrale.

QUATRE avions de chasse à réaction, aux couleurs jaune, bleue et rouge de l'armée de l'air colombienne, décollent chaque jour de la petite île de San Andrés (26 kilomètres carrés), dans la mer des Caraïbes. Après avoir amorcé un virage sur l'aile au-dessus des cocotiers, ils disparaissent dans un crissement à l'horizon.

Armés de missiles, ils ont pour mission de surveiller le chapelet d'îles, îlots, récifs et bancs de sable que la mer égrène entre la Jamaïque et le Nicaragua. Bien que situé à plus de 700 kilomètres de ses côtes, la Colombie en revendique la souveraineté depuis le XIXe siècle. Différents traités l'ont confirmée.

Deux discours

Le Nicaragua n'est plus d'accord. Déclarant nul et non avenu le traité Barcenas Meneses-Esguerra qu'il signa avec la Colombie, en mars 1928, il revendique aujourd'hui la totalité de l'archipel, situé à quelque 200 kilomètres de ses côtes. Dans un *Livre blanc sur les îles de San Andrés, Providencia et territoires environnants*, le gouvernement de Managua fait remonter ses droits aux temps de la décolonisation espagnole. Elément nouveau de son argumentation : il affirme que le traité de 1928 fut signé sous la contrainte, alors que les « marines » occupaient le territoire nicaraguayen.

La polémique entre les deux pays vient de rebondir, à la suite des déclarations de Sergio Ramirez Mercado, un des trois membres de la junte qui gouverne le Nicaragua. Commentant la prochaine ratification, par le Sénat américain, d'un accord signé entre Washington et Bogota sur trois îlots dépeuplés de l'archipel — Roncador, Quitasueno et Serrana —, Ramirez Mercado a rappelé que les Etats-Unis les avaient illégalement occupés dans les années 20 et qu'ils ne pouvaient, de ce fait, en céder la souveraineté à la Colombie.

Dans un discours prononcé à l'Ecole navale de Carthagène, sur la côte des Caraïbes, le président Julio César Turbay Ayala a vivement réagi « *contre les prétentions territoriales* » du Nicaragua, et réaffirmé, à cette occasion, la souveraineté de la Colombie sur l'archipel. Dans le contexte actuel de l'Amérique centrale, ce conflit entre deux pays riverains de la mer des Caraïbes prend une particulière gravité. Résolus à reprendre en main la situation dans cette région du monde, les Etats-Unis n'assistent pas sans déplaisir à tout incident capable de rassembler les régimes conservateurs d'Amérique latine contre le gouvernement sandiniste du Nicaragua.

Ce n'est pas la première fois que Bogota et Managua échangent des propos inamicaux sur l'archipel de San Andrés et Providencia. Ils ont été parfois émaillés d'incidents armés au cours des derniers mois. C'est ainsi que des navires de guerre colombiens ont arraisonné, à plusieurs reprises, des chalutiers nicaraguayens qui pêchaient dans les eaux territoriales de l'archipel.

Des anglophones

En forme d'hippocampe, l'île principale, San Andrés, n'a que 13 kilomètres de long sur 4 de large. On y a recensé 260 873 cocotiers pour une population qui ne dépasse pas 25 000 habitants, soit un record mondial. Beaucoup d'entre eux sont originaires de la Colombie proprement dite, « *el interior* », et parlent donc l'espagnol. Mais la population locale continue à parler l'anglais et même le « patuá », curieux mélange d'anglais, de français et d'espagnol. Descendants d'anciens esclaves jamaïcains, qui furent amenés dans l'île par les Anglais, au XVIIe siècle, avant l'arrivée des colonisateurs espagnols, ils dansent et ils chantent au rythme du « reggae ». Anglophones, de religion protestante, sont-ils étrangers à la civilisation hispano-américaine ? Sur une route de campagne, des mots en anglais ont été tracés sur un mur : « *Nicaraguayens et Colombiens, allez au diable ! Nous pouvons nous gouverner nous-mêmes* ». Ils sont signés Islands Liberation Movement (ILM), nom que s'est donné un groupuscule indépendantiste.

Une île détaxée

Jadis repaire des célèbres corsaires Henry Morgan et Louis Aury, l'île de San Andrés est aujourd'hui le paradis des touristes. Ils y viennent chaque année par milliers pour découvrir les splendeurs de la mer des Caraïbes et faire des achats dans les 600 magasins détaxés. Pour la Colombie, c'est un moyen d'affirmer sa souveraineté sur l'archipel, en grande partie inhabité.

Chaque week-end, à San Andrés, les Colombiens portent des tee-shirts spécialement confectionnés à leur intention. Sur le dos, en lettres bleu foncé, le mot « Nicaragua », suivi d'un point d'interrogation ; sur la poitrine, autour du drapeau tricolore jaune, bleu et rouge, un slogan : « *San Andrés, à la Colombie toujours* ». Les plus fanatiques arborent des chemises qui se veulent menaçantes : « *Nous avons toujours été et nous resteront Colombiens — Nicaraguayens, jamais !* » Méprisants, ils appellent leurs voisins d'Amérique centrale des « *Nicas* ».

Edouard BAILBY

530 000 fonctionnaires en grève

Au royaume des chômeurs, les mal payés sont rois

LES fonctionnaires britanniques, en grève depuis quatorze semaines, ont intensifié leur action à la suite de l'échec des négociations avec le ministre conservateur de la Fonction publique, lord Soames.

Depuis lundi, ils ont arrêté les ordinateurs des centres de paiement des allocations familiales et des indemnités de chômage, et décidé de remplir à la main les chèques habituellement complétés automatiquement. Aussi prévoyait-on des queues énormes dans les rares centres restant ouverts.

Les 530 000 fonctionnaires britanniques refusent de voir limitée à 7 % l'augmentation de leurs salaires et revendiquent 15 %. Ils font valoir notamment que les députés se sont accordés récemment une augmentation de 18 %, et que le personnel des Forces armées comme celui travaillant directement dans les ministères ont également bénéficié de réajustements supérieurs.

Mais le gouvernement de Margaret Thatcher n'envisage à l'égard des fonctionnaires que des mesures de rétorsion : mises à pied et non rétroactivité de l'augmentation de salaires (comme c'est habituellement la règle) lorsque celle-ci sera acceptée.

Londres compte sur l'impopularité de la grève parmi les citoyens britanniques. En effet, alors que le chômage dans le royaume frappe deux millions cinq cent mille habitants, le seul fait d'avoir une fonction, même très mal payée, apparaît à beaucoup comme un privilège.

El Salvador

Cheysson contre la junte

CLAUDE CHEYSSON, ministre des Relations extérieures, s'est prononcé en faveur d'une solution politique à El Salvador, au cours d'une interview accordée, aux Etats-Unis, à la chaîne de télévision américaine CBS. Pour Cheysson, « donner des armes au gouvernement (salvadorien) pour qu'il écrase ceux qu'on appelle les rebelles n'est pas la bonne solution.

» L'Internationale socialiste, *a rappelé Cheysson,* s'efforce d'amener les protagonistes de la « guerre civile » à une solution pacifique. Le ministre français a exprimé l'espoir qu'elle y parviendrait.

» La France est prête à apporter une aide humanitaire à El Salvador, *a déclaré Cheysson.* Sa politique, *a-t-il ajouté,* est de répondre aux besoins humanitaires partout dans le monde. »

Assaut contre le tandem Kania-Jaruzelski

Forts du soutien de Moscou, les ultras demandent la démission du bureau politique

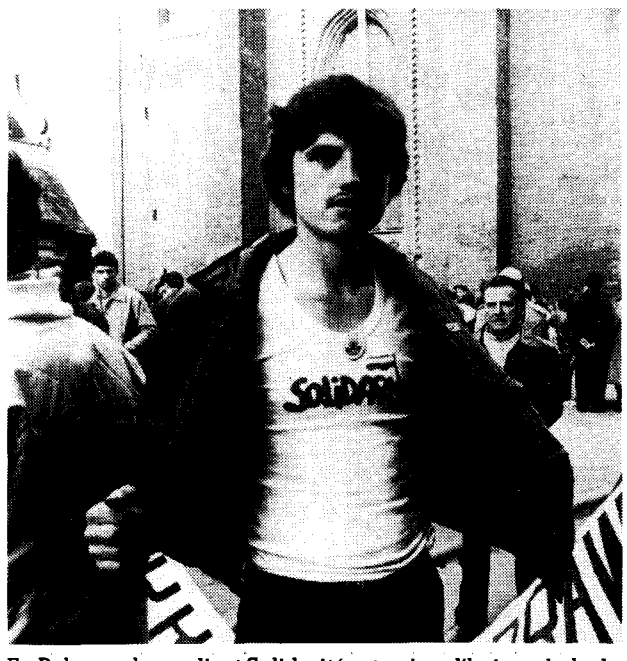
LES ultras du Parti ouvrier unifié polonais ont donné l'assaut, mardi soir, contre le tandem dirigeant Kania-Jaruzelski, lors de la réunion extraordinaire du comité central. Mais celle-ci devait reprendre mercredi et, malgré le soutien apporté par Moscou, il n'était pas certain que cette attaque aboutisse au changement de direction et de ligne souhaité au Kremlin.

En affirmant dans son rapport introductif : « *Il n'y a pas d'alternative à la ligne du renouveau* », le premier secrétaire du POUP, Stanislaw Kania, ne faisait qu'avaliser le formidable bouleversement de la société polonaise. Mais il prenait néanmoins le contrepied de Moscou, puisque la lettre réquisitoire adressée par le PC de l'URSS, qui a provoqué l'actuelle session du comité central du parti polonais, revenait sur la nécessité de « *renverser le cours des événements* ».

Un parti musclé

S'efforçant de préserver l'essentiel, Kania faisait en même temps de grandes concessions à Moscou. Il reconnaissait le bien-fondé des « *inquiétudes* » des « *partis frères* » et annonçait une reprise en main? et notamment des « *mesures disciplinaires* », au sein du parti et de la presse.

Ces concessions n'ont pas satisfait les ultras qui se sont succédé à la tribune mardi soir, accusant de « *faiblesse* » le bureau politique et déposant contre lui une motion de défiance. Janusz Prokopiak, limogé récemment de son poste de premier secrétaire, à Radom, à cause de ses responsabilités dans la répression des grèves de 1976, pour « *faire face à la contre-révolution* » a déclaré sans ambages qu'il fallait un bureau politique « *musclé* ». Les ultras ont aussi préconisé de « *museler* » la presse.



En Pologne, le syndicat Solidarité est aujourd'hui symbole de liberté. Un nouveau chapitre de l'histoire? (Photo Sygma)

Mais d'autres interventions allant dans un sens différent ont été diffusées par l'agence officielle PAP, notamment celle du professeur Josef Pajestka, directeur de l'Institut des sciences économiques, pour qui les aspirations de certains membres du comité central à faire marche arrière leur étaient dictées par la crainte d'être éliminés dans les élections pour le IXe Congrès. « *Ils s'accrochent à leurs fauteuils* » a-t-il déclaré.

Mise en garde de Mitterrand

A Montélimar, mardi soir, François Mitterrand a rappelé que tout manquement au principe fondamental de non intervention dans les affaires d'un pays étranger serait « *générateur de conséquences graves* » et réaffirmé que « *les Polonais doivent régler eux-mêmes leurs problèmes* ». A Paris, Claude Cheysson, ministre des Relations extérieures, a également exprimé le souhait que personne n'intervienne. Il a déclaré : « *Si une aide complémentaire est nécessaire, j'espère que les contraintes budgétaires n'empêcheront aucun des amis de la Pologne de satisfaire à ce qui leur sera demandé* ». Claude Cheysson voit dans ce qui se développe aujourd'hui en Pologne le début éventuel d'« *un nouveau chapitre de l'histoire* ».

Tension entre Paris et Madrid

A la veille de son voyage en Espagne, Claude Cheysson, ministre des Relations extérieures, se voit confronté à une grave crise politique entre les deux pays. Mardi soir, il a eu une longue conversation téléphonique avec son homologue espagnol, Pedro Perez Llorca, sur le cas du séparatiste basque Tomas Linaza.

Accusé par les autorités espagnoles d'avoir participé à l'assassinat de six gardes civils l'année dernière, Linaza ne risque plus d'être extradé, malgré l'avis favorable de la chambre d'accusation de Paris. Dimanche dernier, en effet, le premier ministre Pierre Mauroy a laissé entendre que la France, soucieuse de défendre les droits de l'homme, n'accorderait pas l'extradition des militants basques réclamée par l'Espagne. Ils sont actuellement une dizaine dans ce cas.

Les déclarations du premier ministre ont soulevé un tollé général dans les milieux politiques espagnols ainsi que dans la presse. A Madrid, le ministre des Affaires étrangères a déclaré, au terme d'une réunion de plusieurs heures avec ses collaborateurs, que la non-extradition des militants basques serait « *d'une énorme gravité* ». Marcelino Oreja, actuel délégué général du gouvernement espagnol au Pays basque, a parlé pour sa part de « *provocation* ». Leopoldo Calvo Sotelo, enfin, le président du gouvernement espagnol, a affirmé qu'il s'agissait de la part de la France d'une décision « *très grave* ». Dans la prese, la vieille Espagne, orgueilleuse et fanatique, réclame la rupture des relations diplomatiques. Das certains milieux politiques de Paris, on n'est pas loin de penser que Claude Cheysson devrait ajourner à une date ultérieure son voyage.

Tammouz : un raid électoral

L'opposition travailliste israélienne accuse Begin

LA plupart des dirigeants de l'opposition travailliste israélienne ont accusé mardi le gouvernement de Menahem Begin d'avoir ordonné le raid contre le réacteur irakien de Tammouz pour des raisons électorales. « *Le réacteur ne représentait pas un danger nécessitant une action militaire aussi précoce. Nous aurions d'abord dû consulter le président François Mitterrand pour connaître la nature exacte de ses engagements auprès de l'Irak* », a déclaré le leader travailliste Simon Peres.

Déclaration qui contraste avec celle de Menahem Begin, pour qui « *la France et l'Italie devraient avoir honte de leur coopération avec l'Irak* ».

A Paris, Claude Cheysson a renouvelé mardi à l'ambassadeur d'Israël la condamnation faite par la France pour ce bombardement qui a notamment provoqué la mort d'un technicien français, Damien Chaussepied. Trois techniciens rapatriés sont arrivés dans la soirée à Roissy.

A Washington, le président Reagan a présidé mardi soir une réunion extraordinaire du Conseil national de sécurité. Washington voudrait éviter de sanctionner Israël, même si Begin a violé la loi sur l'aide militaire, qui prévoit que les avions F-16 ne doivent être utilisés qu'à des fins défensives. Le département d'Etat voit ses efforts diplomatiques au Proche-Orient, notamment la mission Habib, singulièrement compromis.

URSS

Progrès industriels

L'Union soviétique occupe aujourd'hui la première place dans le monde pour la production d'acier, de pétrole, de coton, de blé, d'engrais et de ciment, a indiqué lundi l'agence Tass. En dix ans, la production industrielle a doublé en URSS.

MEXIQUE

Rencontre Reagan-Portillo

L'aide économique aux Caraïbes a occupé la majeure partie du très long entretien en tête à tête que les présidents Ronald Reagan, des Etats-Unis, et Lopez Portillo, du Mexique, ont eu lieu lundi dans le calme de la retraite officielle des présidents américains, à Camp-David (Maryland).

Washington refuse la présence de Fidel Castro à Cancun

LA réunion de Cancun, au Mexique, à laquelle participeront vingt-deux chefs d'Etat ou de gouvernement, ne sera pas une séance de négociations, mais l'occasion d'un très large échange de vues sur les rapports entre pays riches et pays pauvres, a précisé mardi un haut responsable de la Maison-Blanche. Celui-ci a ajouté que la conférence aura lieu les 22 et 23 octobre prochain. Citant des sources gouvernementales mexicaines, il a indiqué que l'URSS ne sera pas présente, bien qu'invitée officiellement. On sait par ailleurs que le président mexicain Lopez Portillo, qui vient de rencontrer le président Ronald Reagan, a insisté pour que le premier ministre cubain Fidel Castro soit invité à Cancun. Les Etats-Unis s'y opposent

EN 24 HEURES

TCHAD

Un ministre à Paris

Le ministre tchadien des Affaires étrangères, Ahmat Acyl, s'est déclaré « *très satisfait* » de son entretien, mardi à Paris, avec le ministre français délégué à la Coopération et au Développement, Jean-Pierre Cot. Ahmat Acyl, porteur d'un message du président tchadien Goukouni Weddeye au président Mitterrand, a estimé que les nouvelles autorités françaises sont « *ouvertes au dialogue* » et que ce premier contact « *ne sera pas le dernier* ».

CHINE

Haig à Pékin

Le secrétaire d'Etat Alexander Haig se rend cette semaine en Chine pour assurer à Pékin que la fidélité des Etats-Unis à Taiwan ne sera pas un obstacle au développement des relations avec la Chine. Le chef du département d'Etat devait quitter Washington mercredi soir et arriver dimanche prochain à Pékin, après une escale à Hong Kong.

ÉTATS-UNIS

La nomination de Walters

La *Pravda* a vivement critiqué la nomination, par la Maison-Blanche au poste d'ambassadeur itinérant, du général Vernon Walters, proche conseiller du secrétaire d'Etat, Alexander Haig. Le général Vernon Walters est un « *espion professionnel* » qui a agi, sous couvert d'activités diplomatiques, en Iran, en Argentine et au Brésil, affirme l'organe central du Parti communiste de l'URSS. Dans ces trois pays, un coup d'Etat portant au pouvoir un régime pro-américain est intervenu pendant le séjour du général Walters.

URSS

Achat de blé

Les Etats-Unis et l'Union soviétique sont arrivés à un accord mardi, à Londres, en vue de la reprise des achats soviétiques de céréales américaines, a annoncé le sous-secrétaire américain à l'Agriculture. Cet accord permettra à l'URSS d'acheter aux Etats-Unis six millions de tonnes de céréales.

EL SALVADOR

Encore des crimes

Quinze personnes sont mortes, mardi, victimes de la violence politique à San Salvador et dans sa périphérie. Par ailleurs, un porte-parole militaire a indiqué que de violents combats, dans lesquels sont engagés entre 1 000 et 1 500 militaires, se poursuivaient depuis jeudi dernier sur le volcan Chinchontepec (région de San Vicente) à 70 kilomètres à l'est de la capitale.

ITALIE

Onze généraux en « congé »

Onze généraux ou amiraux italiens, dont les noms figuraient sur la liste des membres présumés de la loge maçonnique « P.2 », ont été placés en « *congé ordinaire* ». D'autre part, le chef de la loge, Licio Gelli, sous le coup de deux mandats d'arrêt, a été exclu mardi soir de la franc-maçonnerie italienne, indique dans un communiqué le Grand Orient d'Italie.

CORÉE

Pyongyang dit non

La Corée du Nord a rejeté la proposition du président sud-coréen Chun Doo-hwan de tenir des pourparlers bilatéraux au sommet en vue de la réunification du pays, a annoncé *Rodong Sinmun*, l'organe du Parti communiste au pouvoir.

SUISSE

Un Turc assassiné

Un employé du consulat de Turquie à Genève a été tué par balles, mardi, dans la capitale helvétique, par un homme se déclarant arménien.

DOSSIER

LES PREMIERS RAYONS DU SOLAIRE

Par Emmanuel CHRISTOPHE

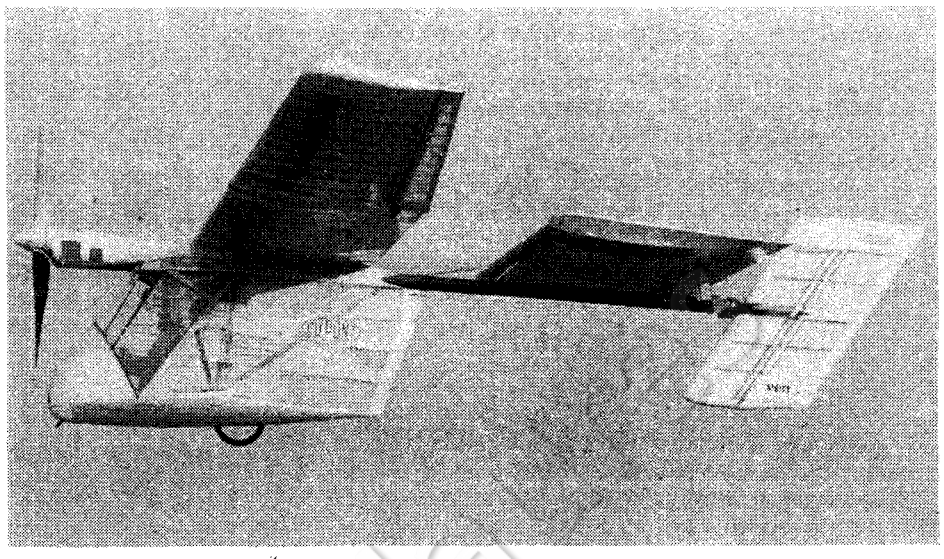
Importations de pétrole brut par-ci, exportations d'uranium par-là. Chantages économiques sur calculs militaires, le monde d'aujourd'hui vit au rythme des approvisionnements énergétiques d'origine fossile que la nature n'a pas voulu distribuer uniformément dans le sous-sol de la planète. A tout moment, des conflits de toute nature et de toute dimension peuvent se déclencher de par le monde.

Comment ne pas rêver alors à une source d'énergie dont tout le monde pourrait profiter sans restriction aucune.

Un défi historique

Comme pour saluer l'ajournement des projets de construction des centrales nucléaires françaises, un Américain se prépare en ce moment même à relier par la voie des airs Paris à Londres aux commandes d'un engin révolutionnaire.

En effet, l'avion qui permettra de réaliser cet exploit sera mû par un moteur électrique alimenté exclusivement par de l'électricité d'origine solaire. Son ingénieur, Paul MacReady, père de l'avion à pédales qui en 1979 traversa la Manche, espère ainsi prouver que le solaire ne demande qu'à relever le défi de cette fin de siècle : convaincre les plus sceptiques quant à la capacité de cette énergie « gratuite » de représenter LA source d'énergie de demain. Ce soleil qui déverse sur la planète entre un et deux kilowatts par mètre carré ne peut plus jouer le rôle ingrat de l'énergie d'appoint qu'on tient tant à lui faire jouer actuellement et qui ne manque pas de chagriner bien des chercheurs dans le monde.



Le Solar Challenger va décoller dans les prochains jours de Cormeilles-en-Vexin. (Photo Randa Bishop)

AU cours du mois de juin, le *Solar Challenger* (Défi solaire) décollera donc d'un terrain d'aviation de la région parisienne pour une parade phénoménale. Son inventeur, un ingénieur californien qui dirige à Pasadena une entreprise spécialisée dans l'économie d'énergie peaufine actuellement la mise au point de son étrange ouvrage : un frêle engin de 10 mètres de long pour 16 mètres d'envergure qui a atteint pour la première fois, il y a quelques jours à peine, l'altitude de 4 000 mètres et a volé pendant six heures et demie.

Solar Challenger n'a en réalité plus rien à voir avec le *Gossamer,* l'avion à pédales qui, il y a tout juste deux ans, relia la côte anglaise à la côte française à quelques mètres des vagues, à la seule force du muscle. Génial certes, mais comparativement au *Solar Challenger,* cela relevait alors de l'huile de coude. L'engin était ultra fragile et à la merci de la moindre brise. Il n'était que le point de départ d'un projet beaucoup plus ambitieux...

A présent, il s'agit d'un avion presque classique : rigide et se pilotant comme tout avion à propulsion à moteur. Celui-ci se trouve équipé d'un moteur électrique alimenté par l'électricité fournie par des cellules solaires placées sur toute la surface des ailes. Voilà tout serait-on tenté de conclure mais en vérité c'est le fruit d'une prodigieuse et habile recherche. Particularité de ce bel oiseau : la puissance disponible augmente à mesure qu'il prend de l'altitude !

L'exploit historique devrait, pour des raisons évidentes d'ensoleillement, se dérouler au cours de la journée du 21 juin. L'engin de 90 kilos volera à une vitesse de 30 à 60 km/h et mettra environ une heure pour s'élever à une hauteur de 3 000 mètres. Son altitude de croisière sera de 5 000 mètres : idéale pour bénéficier au maximum des rayons du soleil, avoir le temps de descendre en planant afin de choisir un site d'atterrissage dans un rayon de 50 kilomètres (panne de soleil) tout en évitant à son pilote de devoir porter un masque à oxygène.

L'appareil n'est équipé d'aucune batterie ou d'un autre système de stockage de l'énergie contrairement à plusieurs engins qui ont pu voir le jour ces ceux dernières années de par le monde. 16 128 cellules photovoltaïques, rachetées à bas prix à la NASA, convertissent la lumière en énergie électrique et alimentent un petit moteur de 2,7 CV, produisant entre 3 000 et 4 000 watts selon l'altitude et l'angle des rayons du soleil. Après un vol de sept heures, le pilote qui sera une jeune institutrice californienne (au poids plume) ou un pilote confirmé qui effectuent tous deux les essais, posera *Solar Challenger* sur l'aérodrome de Croydon dans la banlieue sud de Londres.

Par ce vol de légende, Paul McReady espère ainsi attirer l'attention du grand public sur l'importance de l'énergie solaire et sur l'utilisation possible des cellules photoélectriques en particulier. On sait en effet que ces cellules sont de plus en plus utilisées pour des services très rigoureux comme l'alimentation en énergie des satellites envoyés par l'homme dans l'espace. Les navigateurs à la voile les utilisent aussi depuis trois ans à bord de leurs embarcations en vue d'alimenter leurs systèmes de liaison radio. « *Récemment, j'ai compris que la moitié des gens de ce pays étaient prêts à envoyer mes gosses à la guerre pour continuer à conduire les mêmes voitures et à chauffer les mêmes maisons plutôt que de tenter de résoudre les problèmes de l'énergie* » déclara non sans une pointe d'idéalisme le génial ingénieur californien.

Domestiquer le feu du ciel

COMMENT oublier les hésitations du gouvernement Barre au sujet de la centrale Thémis, construite près de Font-Romeu et dont on arrêtait un jour l'expérimentation pour décider de la reprendre après... et pour tout stopper un beau jour de printemps de l'année 1979. Cette nouvelle avait d'ailleurs causé une énorme surprise lors de la XXVe Réunion de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), qui se tenait à la même date à Atlanta...

L'énergie solaire doit pouvoir couvrir bien plus que le petit 1 % actuel de nos besoins énergétiques. Encore faut-il qu'elle puisse être comprise et prise un peu plus en considération.

Celle par cellules photovoltaïques tout d'abord : Ce système qui a été adopté par l'avion solaire est le seul à transformer directement les rayons lumineux en énergie électrique. Nées de la conquête spatiale, voici une vingtaine d'années, les piles solaires à effet photovoltaïque ont fait d'énormes progrès depuis 1975. L'effet photovoltaïque est obtenu grâce à l'utilisation de cristaux semi-conducteurs, le silicium en particulier, sur lequel on pratique des recherches payantes actuellement. Toute la recherche des prochaines années consistera à rechercher des siliciums de plus en plus purs (d'où l'intérêt des laboratoires spatiaux comme la navette Columbia), afin de gagner dans le rendement de la photopile (actuellement de 8 à 11 % de l'énergie du soleil est transformée en électricité). L'autre objectif est l'abaissement du prix de revient de la cellule : son principal ennemi. Sa grande qualité, en revanche, réside dans sa longévité et sa solidité à toute épreuve.

Autre source d'énergie solaire : la centrale thermique. Là, le charbon, le mazout, les atomes d'uranium sont remplacés par les rayons du soleil réfléchis sur une chaudière grâce à une multitude de glaces. L'eau contenue dans la chaudière ainsi chauffée produit de la vapeur, vapeur qui alimentera une turbine entraînant elle-même un alternateur.

Ce procédé peut très rapidement être exploité dans les pays du tiers monde où l'ensoleillement est très favorable.

Dans le domaine de l'éolienne et de l'énergie provenant de la mer, autres énergies « solaires », tout ou presque reste à faire.

Le chauffe-eau solaire représente, actuellement, la forme de domestication de l'énergie du soleil la plus répandue en France : quarante mille installations ont été construites en 1980. L'objectif est de six cent mille pour 1985. Son principe de fonctionnement tient de la serre dans laquelle passerait de l'eau. Celle-ci, au contact de la lumière, gagne en calories pour atteindre une température tout à fait convenable lorsque la météo n'est pas totalement mauvaise.

Son prix varie entre huit mille et quinze mille francs (cinq à huit ans d'amortissement). Il manque des spécialistes dépositaires pour que ce type d'appareil se répande davantage malgré le handicap qu'il présente sur le plan de l'encombrement et de l'esthétique.

Enfin, l'exploitation de la biomasse est sans doute une des sources d'énergie solaire les plus séduisantes.

Elle représente tout d'abord la seule forme d'énergie qui soit stockable. Au même titre que le pétrole, le gaz ou le charbon.

Les chercheurs de l'INRA avaient établi en 1978 un document officieux baptisé « Projet Alter ». Dans ce document, il avait été reconnu que si la France manquait d'énergie fossile, elle était en revanche la plus douée parmi les pays européens pour une autosuffisance fondée sur les ressources renouvelables. Les matières végétales inutilisées voire même cultivées comme le topinambour (qui résultent de la conversion photochimique de l'énergie solaire par la biosphère) représentent sur le territoire français, en bonne partie à l'abandon, une ressource potentielle de l'énergie. Grâce aux nouvelles techniques de distillation, la campagne française pourrait s'avérer juteuse en alcool. Toutefois, il est bon de préciser que le solaire, quoi qu'il arrive, ne pourra jamais devenir la source d'énergie sur laquelle l'humanité et son industrie pourront s'appuyer en totalité. Mais entre 1 % et 100 %, le solaire doit trouver la place qui lui revient dans la panoplie des sources d'énergie de demain. C'est une question de volonté tout comme l'a été celle du nucléaire dont le programme de développement et d'application reste un modèle d'efficacité.

Le Comité d'action pour le solaire, le *Nouvel-Observateur* et Antenne 2 relevaient, dans un sondage effectué en 1980 par la SOFRES, que 72 % des personnes interrogées souhaitaient que l'énergie solaire soit développée en priorité (contre 8 % pour le nucléaire) et 68 % estimaient que la politique était insuffisante.

Après une bonne information, le solaire pourrait être un changement d'état d'esprit aussi. Ne nous faudrait-il pas réapprendre à vivre avec la nature et les saisons et savoir composer au mieux avec elles? Ce que l'on appelle la solution passive de l'énergie solaire en somme (habitat, constructions, etc.) Tout ceci ne peut se pratiquer qu'au moyen d'informations concrètes et réalistes de la part des responsables. Il est difficile de devoir compter éternellement sur des événements extraordinaires dus à de géniaux bricoleurs pour tout mettre en selle.

Simple question : le nucléaire « civil » traîne paraît-il comme un boulet les explosions meurtrières des bombes atomiques de Nagasaki et d'Hiroshima. Dans quelle mesure cette catastrophe artificielle n'a-t-elle pas donné un coup de fouet bénéfique dans la tête des chercheurs séduits par une telle avalanche de kilowatts?

L'homme, blasé, oublie qu'à 149 millions de kilomètres de sa planète, un astre pétant « le feu de Dieu » ne demande qu'à se faire apprivoiser... Il est temps que l'on cesse de répandre cette image détestable car infondée du solaire, générateur d'une société de fanatiques de l'« exil » dans le Cantal, adeptes exclusifs de la pêche à la ligne et du métier à tisser, de l'éclairage à la bougie et des ronds de fumée.

« Après information, le solaire pourrait être aussi un changement d'esprit. »

Le prix de la santé

500 femmes de 40 pays du tiers monde se sont rencontrées à Genève

La troisième rencontre internationale Femmes et Santé s'est tenue le week-end à Genève. Pour les femmes des 22 pays du tiers monde représentés, c'était une première. Une confrontation sans précédent, qui pourrait marquer le début d'un processus de regroupement international.

QUARANTE pays représentés, 500 femmes pour 82 groupes, un budget de plus de vingt mille dollars provenant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), de la Coopération technique suisse et du ministère hollandais des Affaires étrangères... profitant des capacités d'accueil d'une ville internationale, les femmes du dispensaire de Genève et du Service international d'information et de communication des femmes ont réuni, pour trois jours de débats approfondis et — presque toujours — amicaux, des femmes d'origines diverses : professionnelles de la santé ou militantes féministes.

Trois jours pour parler de ces « histoires de bonne femme » dont dépendent pour une large part la promotion ou le maintien de la santé dans le monde : les soins, la reproduction, la nutrition.

L'importance du rôle des femmes dans ces trois domaines, les stratégies internationales en matière de santé, et enfin, les tactiques possibles des femmes dans ce contexte étaient à l'ordre du jour. Des problèmes d'importance vitale, notamment dans les pays du tiers monde, où les femmes, en tant que travailleuses de la santé notamment, constituent le principal moyen d'accès des populations à des soins corrects.

La confrontation des expériences du tiers monde avec celles de pratiques médicales « alternatives » dans les pays riches (self-help, auto examen) ne fut pas le moindre paradoxe de cette rencontre. Si une femme brésilienne craignait que ce type de soins n'entraîne une « déresponsabilisation » des gouvernements, des féministes suédoises constataient, au contraire, que l'efficacité du service public laissait un maigre espace à leurs pratiques alternatives.

Des contradictions

Un poids, deux mesures, telle est aussi la conclusion qui se dégagea à propos de la planification des naissances, entraînant d'importantes contradictions entre les femmes présentes.

Toutes d'accord pour le libre choix de la maternité toutes d'accord contre la stérilisation autoritaire dans le tiers monde (à Porto Rico, par exemple, où plus de trois mille femmes ont été stérilisées, sur une population de trois millions et demi d'habitants.

Mais sur les moyens contraceptifs, tout se complique : le Depo Provera (injection d'oestrogènes agissant pendant trois à six mois), interdit aux Etats-Unis pour ses effet secondaires dangereux, semblait un moindre mal à certaines femmes du tiers monde comparé, surtout, à la mortalité due aux avortements. Le consensus ne put se faire que sur une base minimale : l'accès à l'information et au contrôle sur les recherches en matière de contraception.

Au cœur des débats, aussi, les problèmes de la nutrition, où bien sûr le rôle des jeunes est fondamental. Coïncidence ? Le 21 mai dernier, à genève, l'OMS adoptait à l'unanimité des voix, moins une (celle des Etats-Unis), un Code international de commercialisation des substituts du lait maternel, visant à limiter les activités publicitaires des firmes d'aliment, pour nourrissons (dont celle de Nestlé, qui détient 50 % du marché du tiers monde). Dans ces conditions de pauvreté et de manque d'hygiène, l'utilisation d'aliments artificiels provoque de nombreuses maladies et aggrave la malnutrition des nourrissons.

Comme certaines associations de consommateurs et comme l'IBFAN (réseau international des groupes d'action d'alimentation infantile), qui ont pour la première fois été consultés par l'OMS, l'ensemble des femmes présentes s'est inquiété de l'application de ce code par les gouvernements et les firmes multinationales.

Valérie MAGRANGE

Bordeaux: bookmakers hors course

Faute de protection, deux responsables des paris clandestins sont sous les verrous. Un troisième s'est suicidé

L'incarcération de trois bookmakers bordelais qui exerçaient leur activité en toute impunité depuis de nombreuses années provoque des réactions inattendues. En particulier, celle de l'ancien commissaire de Bordeaux, Christian Campet.

De notre correspondant à Bordeaux.

A soixante-dix-huit ans, Marcel Tournier pensait bien finir ses jours dans la peau d'un notable honorable. Son passé de résistant et les solides liens d'amitié qu'il avait su entretenir avec des hommes comme Christian Campet, ancien grand patron de la police bordelaise, explique la tranquillité dont il jouissait jusqu'alors. Il ne s'attendait vraiment pas à voir la police des jeux s'intéresser à une activité qu'il exerçait en toute impunité depuis plusieurs décennies. La bonne réputation qu'il avait acquise dans le milieu hippique en accordant des délais de paiement aux petits comme aux gros parieurs faisait de lui un bookmaker prospère.

Hélas, les plus longs règnes ont une fin! Celui de Marcel Tournier s'est achevé avec le départ à la retraite du commissaire Cambet, il y a tout juste un mois. Période choisie par l'équipe du commissaire Orengo, de la brigade des jeux parisienne, pour venir conclure son enquête sur le milieu des « books » bordelais.

Installés dans les locaux des RG, service dont ils dépendent; au commissariat central de la rue Castéja, les policiers parisiens ont poursuivi filatures et enquêtes fiscales plusieurs semaines pour aboutir à l'arrestation de trois suspects : Marcel Tournier, le caïd, et deux respectables quinquagénaires faisant office de rabatteurs, René Rolibois et Firmin Bessagne. Depuis dix-huit ans, aucun bookmaker n'avait été inquiété à Bordeaux. On devine l'émoi suscité par l'arrestation du trio dans le milieu hippique mais aussi chez l'ancien commissaire central qui avait toujours toléré cette délinquance de pères tranquilles.

Les enquêteurs ont mis la main sur trois cents millions de centimes provenant des paris sur les courses. Ce qui laisse rêveur sur les sommes détournées au fisc par les bookmakers qui sont sûrs d'empocher au minimum les taxes que l'Etat prélève habituellement : environ 30 % des gains.

Rocambole à Bordeaux

L'arrestation des suspects a eu lieu le mardi 2 juin. Les événements devaient alors prendre une tournure quelque peu rocambolesque voire même dramatique. Placé en garde à vue dans les locaux de l'hôtel de police, après un long interrogatoire, Tournier reçoit à 22 h 30 la visite de Christian Campet accompagné de M. Tournier fils et de sa sœur Mme Rougeault. Or l'ancien patron de la police locale n'a rien à faire en ces lieux puisqu'il n'est plus désormais qu'un simple focntionnaire à la retraite.

Comble de malheur, sa visite est interrompue par le commissaire Orengo qui l'éjecte sans ménagement de son ancien royaume. Malgré un certificat médical du médecin de la Sûreté lui étant favorable, Tournier est incarcéré à la prison de Gradignan en compagnie de ses deux compères. Un médecin légiste requis par le parquet ayant établi qu'il était en mesure de supporter son incarcération.

En fait c'est Firmin Bessagne qui ne la supportera pas. Vendredi soir on le découvrira pendu avec sa ceinture à l'un des barreaux de sa cellule. A cinquante-deux ans, il est dur de se retrouver sur le banc des accusés. Les trois hommes devaient être conduits devant le juge Krieck, à Toulouse, d'où est partie l'affaire et où sont déjà incarcérés trois autres bookmakers toulousains.

Gérard MUTEAUD

Torteron: l'auteur du double meurtre inculpé

CHRISTIAN VIROT, trente ans, s'était pris de querelle dans la soirée de lundi avec le propriétaire d'un café de Torteron (Cher). Un consommateur, Philippe Gateau, a tenté en vain de s'interposer avant de quitter l'établissement. Sortant à son tour, Virot décidait de partir à sa recherche. Il devait retrouver Philippe Gateau en compagnie de Bernard Despot, trente ans, dans la rue.

Eméché, Virot — qui avait remonté son fusil de ball-trap, emporté dans sa voiture en vue d'un concours — tirait alors sur les deux hommes, les blessant mortellement.

Les gendarmes venus interpeller le meurtrier chez lui l'ont trouvé en état d'ébriété. Le procureur de la République a révélé mardi au cours d'une conférence de presse que Virot était militant de base du PC et que ses victimes étaient des sympathisants du RPR, mais il a estimé qu'il ne s'agissait nullement d'une « affaire politique ».

Cela n'a pas empêché Jacques Chirac de brandir l'étendard de la peur en mettant les partis politiques en garde contre la « *montée de la violence qui peut déboucher sur une remise en cause de notre démocratie où chacun doit pouvoir s'exprimer librement en fonction de ses convictions. Jusqu'ici c'était le cas, il ne faudrait pas que ça change.* »

Faciles amalgames...

C. L.

VITE DIT... VITE FAIT...

UN COMMISSAIRE PRINCIPAL A LA RETRAITE ECROUE POUR CONTREBANDE

Jean Benmati, cinquante-trois ans, ancien directeur adjoint départemental des polices urbaines de l'Aude, domicilié à Cazillac (Aude), a été écroué à la maison d'arrêt de Foix (Ariège) pour avoir transporté de l'alcool en contrebande, apprend-on de bonne source.

Arrêté, vendredi, près d'Ax-les-Thermes (Ariège), ce commissaire principal à la retraite, a « brûlé » au volant de sa voiture, en venant de la Principauté d'Andorre, un barrage de douane près de l'Hospitalet, à quelques kilomètres de la frontière. Il a réussi à échapper au tir des douaniers.

Toutefois, le véhicule était stoppé une dozaine de kilomètres plus loin par un second barrage mis en place aux portes d'Ax-les-Thermes. Dans le coffre de la voiture, les douaniers devaient découvrir cent cinquante litres d'alcool achetés en Andorre.

LA PEINE DE MORT POUR LES CRIMES FEDERAUX AUX ETATS-UNIS

La commission judiciaire du Sénat américain a approuvé mardi un projet visant à restaurer la peine de mort pour certrains crimes fédéraux, telle la tentative d'assassinat du président des Etats-Unis.

La trahison et l'espionnage seraient également, selon le projet, passibles de la peine capitale ainsi que le kidnapping, le détournement d'avions et le transport d'explosifs à travers différents Etats, s'il y a mort d'homme.

Le projet doit être discuté dès cette année par les deux chambres américaines. Le Sénat, estime-t-on généralement, devrait l'approuver. Un vote favorable de la chambre des représentants est en revanche plus incertain.

CENTRE D'ETUDE ET DE RECHERCHE
POUR LA DOCUMENTATION ET L'INFORMATION

microfilm

En atelier ou a domicile

AVEC NOTRE PERSONNEL
ET NOTRE MATÉRIEL
SANS AUCUN INVESTISSEMENT

Compacité - sécurité (assurances)
décentralisation
CERDI traite (en 16 mm)
tous formats jusqu'à A3
réduit à 98 % tous documents
administratifs, comptables,
techniques, etc.
Brevet N° 71.17412 - Information
désirée obtenue en un temps inférieur à 1'

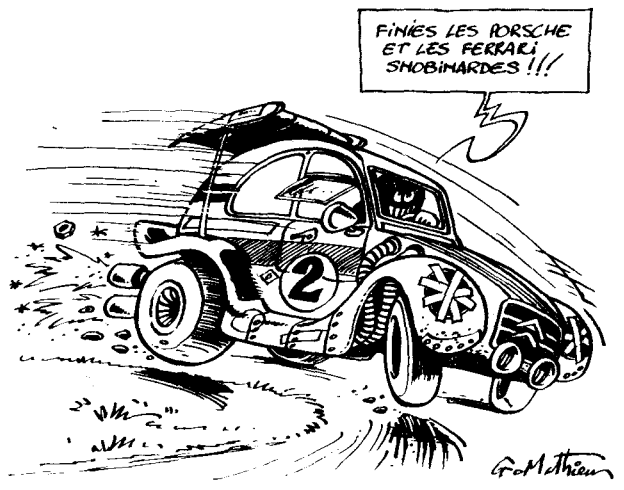
Documentation et références sur demande :

CERDI

Reprographe agréé par la Chambre Syndicale
Nationale des entreprises en reprographie

B.P. 174 - 58003 NEVERS
ou Tél. (86) **61.24.84**

TOUJOURS UN SCOOP D'AVANCE AVEC COMBAT SOCIALISTE:
LES PROCHAINES 24 HEURES DU MANS SERONT VRAIMENT POPULAIRES!!



Deux femmes dans la tourmente

LE seul équipage féminin français de la Transat aérienne se porte bien : à bord de leur Partenavia P68 — un bimoteur italien équipé de 2 moteurs de 200 CV qui vole à 250 kilomètres-heure et a une autonomie de quinze heures avec son réservoir supplémentaire de 500 litres, Hélène Lacour et Nicole Duval sont arrivées en très bonne position à New York après une traversée sans histoire. Pour le retour, elles envisagent de faire escale à Goosebay et à Shannon en Irlande, avant de se poser à Beauvais.

Hélène Lacour, trente-quatre ans, a gagné une médaille d'argent aux championnats du monde de voltige aérienne en 1978. Elle pilote depuis qu'elle a vingt et un ans, et compte à son actif 3 000 heures de vol. C'est la première fois qu'elle se lance dans une pareille aventure : « *Par tempérament, j'aime varier les choses,* dit-elle. *J'ai toujours essayé d'en faire un maximum.* » Nicole Duval, trente-neuf ans, est pilote instructeur. Elle est venue assez tard au pilotage puisqu'elle a commencé à piloter à trente ans, et elle est pilote professionnel depuis 1977. Comme tous les pilotes, elles rêvaient de traverser un jour l'Atlantique, et elles ont sauté sur cette occasion pour le faire dans les meilleures conditions de sécurité.

Les deux pilotes, qui ont été les premières à trouver un sponsor (Intertechnique), ont eu le temps de se préparer soigneusement à cette traversée : début mai, elles ont effectué un vol de reconnaissance à bord de leur Partenavia, avec lequel il ne leur a fallu que trente-trois heures à l'aller et vingt-six heures au retour. A cause des mauvaises conditions météorologiques, il leur a fallu attendre trente-six heures au Labrador avant de pouvoir repartir. Et c'est d'ailleurs la météo et son interprétation qui, avec le problème de l'endurance, constitue la principale difficulté de cette épreuve. Elles ont décidé de prendre les commandes de l'appareil en fonction des circonstances et de leurs réactions, et pour cela chacune d'elles a préparé la navigation dans un sens comme dans l'autre.

Avant de quitter Le Bourget, elles espéraient pouvoir tenter un retour direct au-dessus de l'Atlantique, mais, d'après les dernières informations, il semble qu'elles aient préféré faire une ou deux escales en raison du mauvais temps. **Pierre POIX**

Sous le maillot, la race

ENTRE les traditionnels précis de techniques sportives, les apologies de champions ou recherches savantes, le livre de Antoine Bouillon et Robert Archer est un événement. Pour la première fois, un récit socio-historique présente le fonctionnement de l'« apartheid » ; organisation raciste avec activités sportives en Afrique du Sud.

Aucune lettre au monde n'avait été publiée à propos de cet abcès du mouvement sportif mondial, de cette verrue sur le nez du monde olympique. A quelques mois de la tournée des rugbymen français chez les Springboks, et au moment où se pose la question des sanctions à prendre contre la République Sud-Africaine, ce livre est un document important. Ses auteurs expliquent comment le sport noir a été laminé ; comment aujourd'hui sport = sport blanc comment l'idéologie du rugby « colle » au nationalisme afrikaner et surtout comment le pouvoir se sert du sport aux fins de propagande internationale.

Les témoignages, les récits historiques en disent plus long que toutes les imprécations militantes. Même si les auteurs ne cachent jamais leur sympathie à la cause du sport non racial, ils ont su ne pas rédiger un manifeste et surtout ne jamais encenser ni dénigrer le sport. « On ne peut pas jouer normalement dans une société anormale » *dit un témoin. Nous comprenons enfin pourquoi.*



Claude ALLAIS

• Sport et Apartheid *(Sous le maillot, la race), de R. Archer et A. Bouillon. 320 pages. Ed. Albatros, coll. Sport.*



Platini, lors du match aller (remporté par les Verts 2-1), dans une position insolite : les Stéphanois ont trébuché mais se sont qualifiés! (Photo AFP)

La veine des Verts

LE rideau va bientôt tomber sur la scène de football en France. Samedi soir vers 22 h 30, plus précisément après la finale de la Coupe qui opposera Saint-Etienne à Bastia.

Les Verts ont été très veinards à la Meinau en arrachant leur qualification à trois minutes de la fin. Leur sauveur a pour nom... Perez. Ne cherchez pas trop longtemps. A moins d'être une encyclopédie du foot, vous ne devez pas connaître le nom de ce jeune homme qui est rentré sur la pelouse strasbourgeoise en seconde mi-temps pour remplacer Bellus. Les joueurs de Max Hild ne le connaissaient certainement pas non plus...

Ce but de dernière minute permet aux Foréziens d'espérer un cinquième doublé qui consacrerait une domination totale. Mais ils rencontreront sur leur chemin onze Bastiais déterminés à prendre leur revanche après une finale perdue en 1972 devant le légendaire Olympique de Marseille, les Corses ont fait coup double à Lens. En même temps qu'ils se qualifiaient pour la finale, ils empochaient leur billet pour la coupe d'Europe des vainqueurs de coupe (puisque Saint-Etienne est déjà champion). L'aventure européenne recommencerait-elle pour Bastia ?

Antoine Redin peut être satisfait : il est parvenu à un bien joli résultat avec un effectif réduit. **F.C.**

Forza, Bastia!

LA victoire de l'équipe de football de Bastia sur Lens (1-0) et sa qualification pour la finale de la coupe de France, a été saluée par un concert de klaxons, des salves de mousquetterie et des chansons dans les rues de Bastia.

On a retrouvé le même enthousiasme qu'en juin 1972, lorsque l'équipe du Sporting Etoile Club bastiais s'était qualifiée pour le Parc. La fête se prolongeait tard dans la nuit et déjà on a commencé à réserver des billets d'avion pour se rendre à Paris, samedi.

Les supporters de Bastia ont également laissé éclater leur joie à Marseille, où ils ont descendu et remonté la Canebière plusieurs fois en voiture dans un concert de klaxons, en brandissant des drapeaux frappés de la tête de Maure et des banderoles sur lesquelles on pouvait lire « Forza Bastia ».

Pas de tiercé à Longchamp

L'HIPPODROME de Longchamp, à l'ouest de Paris, va accueillir du 11 au 14 juin, et pour la troisième année consécutive, le Concours de sauts d'obstacles international officiel (CSIO) de France. Durant quatre jours, point de courses, de tickets perforés, de joueurs heureux ou malheureux. Mais des chevaux tout de même : 150 plus exactement montés par 60 cavaliers de 11 nations, qui en découdront durant dix épreuves.

Les temps forts de ces journées seront la Coupe des nations disputée vendredi et le Grand Prix Audi de dimanche. Après trois épreuves, l'équipe de France est en tête de cette Coupe d'Europe devant les Espagnols, absents à Longchamp, les Suisses, les Britanniques et les Italiens. Marcel Rozier, l'entraîneur des Tricolores, n'a pas encore donné les noms des quatre cavaliers qui formeront son équipe pour vendredi. Parmi les participants, on notera la présence des meilleurs Français : Bertran de Balanda, Cottier, Caron, Nicolas, Cuyer, Godignon, Robert, Henry, Parot et Rozier lui-même.

Dans quel état d'esprit le chef de file des Français Bertran de Balanda aborde-t-il Longchamp, après son échec de Birmingham ? « *Galoubet est à la monte. Dans ces conditions, je me suis basé sur Grand Cœur avec lequel j'ai effectué deux sorties à Madrid et à Barcelone et qui a gagné une fois.* » Le Catalan espère-t-il l'emporter sur la pelouse de Longchamp ? « *Je n'attends pas de performance extraordinaire de mon cheval qui est encore jeune dans le métier. Toutefois, je pense qu'il se comportera normalement. Marcel Rozier a d'ailleurs tenu à ce qu'il soit ici.* » Ses principaux concurrents auront pour noms les Britanniques David Broome, Harvey Smith et Nick Skelton, sans oublier le Suisse Thomas Fuchs et le grand champion allemand Gerd Wiltfang. Mais comme le souligne Bertran de Balanda : « *Tout dépend des chevaux et du premier contact avec la piste. On ne pourra se déterminer qu'après le premier jour.* » Les responsables fédéraux attendent plusieurs milliers de spectateurs à Longchamp. Mais contrairement aux pays anglo-saxons, cette discipline n'est pas encore accessible au plus grand nombre en France. Loin s'en faut, « *malgré un accroissement certain du nombre de gens qui montent dans les clubs* », note Bertrand de Balanda. « *Plus on parlera de notre sport à la télé et dans les médias, plus il se développera dans tous les milieux* », affirme-t-il. Et il ajoute : « *J'ai l'impression que cela bouge un peu. Nous n'avons pas encore rejoint le développement du tennis, mais le prix des leçons d'équitation devient plus abordable.* » Avant de pouvoir monter un de ces jours, les Parisiens pourront assister — et se consoler ainsi — à une belle initiation.

Félix CHIOCCA

AU SPRINT

• **Tours restera en Division I.** En effet, les Tourangeaux ont fait match nul à Toulouse 2-2 mardi soir, après avoir gagné 1-0 au match aller. Onnis, en marquant trois buts sur les deux matches, a assuré le maintien de son équipe.

• **BENFICA DE LISBONNE**, double vainqueur cette saison du championnat et de la coupe du Portugal de football, va renouveler pour un an le contrat de son entraîneur hongrois Lajos Baroti.

Baroti sera secondé par l'international Toni qui a décidé de mettre fin à sa carrière de joueur.

• **CYRILLE GUIMARD**, qui avait l'habitude d'annoncer quelques heures avant le départ, la composition de son équipe pour le Tour de France, a innové cette année. Il a d'ores et déjà donné le nom de quatre équipiers de Bernard Hinault qui seront au départ de Nice le 25 juin : Bérard, Didier, Le Guilloux et Vigneron.

Becaas et Bonnet, actuellement légèrement souffrants, seront aussi présents si, comme c'est très probable, ils sont rétablis.

• **LE FOOTBALLEUR LILLOIS** Bruno Metsu a signé, à Nice, son transfert à l'OGC Nice, apprend-on à la direction du club.

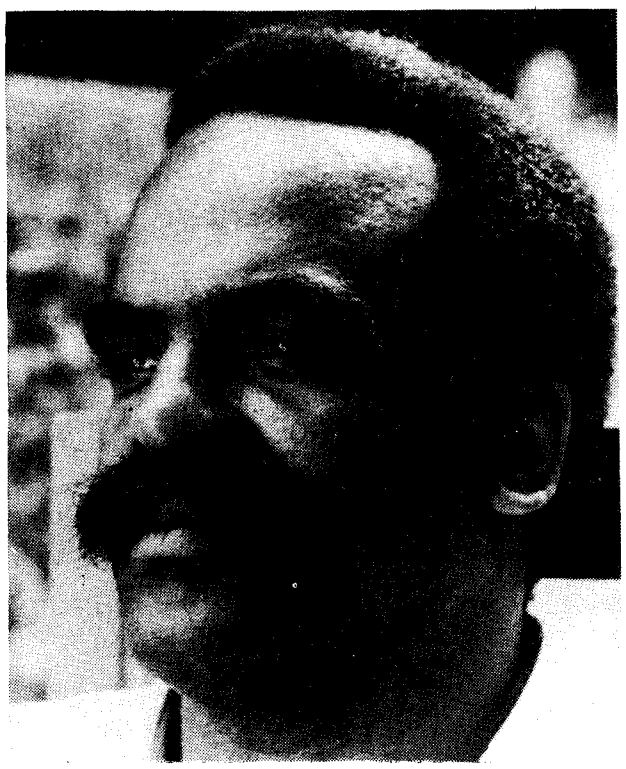
Bruno Metsu, qui joue en milieu de terrain, avait fait ses débuts à Dunkerque et à Valenciennes avant de jouer à Lille.

Il s'intégrera à l'équipe niçoise dès le mois de juillet.

• **L'AS MONACO** change d'avant-centre : Jean-Louis Campora, président du club de la Principauté, a annoncé que le Nantais Eric Pécout signera un contrat de trois ans avec Monaco, où il remplacera Victor Trossero, qui a signé mardi avec Montpellier.

Trossero, qui était venu de Nantes à Monaco il y a un an, était en principe encore lié à Monaco pour deux ans.

Edouard Glissant ou l'écriture comme remède aux lézardes coloniales



Edouard Glissant. (Photo Raymond Sarbady)

POÈTE, essayiste, romancier traduit dans le monde entier, l'écrivain martiniquais Edouard Glissant ne ressemble guère à un intellectuel. Mieux que les mots, son regard d'enfant rebelle, sa stature de géant à l'étroit dans Paris, révèlent son refus d'être un « assimilé ».

Il n'avait que dix-huit ans, en 1946, quand la Martinique devint département français. Pour une famille modeste, pas d'autre issue que le progrès par la connaissance, même si l'on récusait l'idéologie ambiante. Seul de sa commune à obtenir une bourse pour le lycée, puis pour la France, où il poursuit ses études universitaires, Glissant découvre en métropole la misère et la faim, l'amitié aussi, grâce à sa rencontre avec Maurice Nadaud, qui le fait entrer en 1950 aux *Lettres nouvelles*.

Mais c'est seulement avec son prix Renaudot, en 1958, pour un premier roman, *la Lézarde*, qu'il trouvera vraiment de quoi subsister. A présent docteur ès lettres et sciences humaines, dans son île où il est revenu depuis 1965, il est considéré comme un être à part. Pourtant, avec ses parents, comme avec ses camarades du cours moyen, retournés à l'analphabétisme, il a gardé un rapport fondamental : *« Même s'ils ne comprennent pas ce que j'écris,* explique-t-il, *ils sentent que je suis encore dans le « nous ».*

Le « nous » antillais, c'est le thème de toute l'œuvre d'Edouard Glissant, qui vient de culminer dans son essai, *le Discours antillais,* publié en même temps qu'un quatrième roman, *la Case du commandeur.* Deux livres indissociables, deux versants de la même investigation : une plongée dans un passé qui n'est inscrit dans aucune mémoire historique, un passé qui, depuis la traite des Africains et leur transplantation, au XVI[e] siècle, sur une terre qu'ils ne reconnaissent pas, taraude les individus dans leur « nous » éclaté.

Le Discours antillais propose la recherche, à travers une langue forgée au cours de la civilisation (le créole), d'une culture orale difficile à fixer parce qu'elle est à la fois expression et auto dérision, parade aussi contre la langue dominante (le français). Pour dénoncer l'impasse d'une telle situation, qui conduit à la névrose collective, Edouard Glissant ruse, avec son « écriture en oursin », passant continuellement d'un langage à l'autre. A l'instar des Antillais, il « ressasse », puis il essaye de comprendre, devenant tour à tour économiste, historien, sociologue, ethnologue.

Il s'insurge contre les « boulets de l'invisible », mais le délire même se mue en « racine sous-marine » qu'il s'acharne à faire sortir de l'univers clos de la répétition pour qu'émerge enfin une conscience politique. Ce progrès supposerait évidemment la relation à l'« autre ». Et là, Edouard Glissant se heurte à un mur : l'« autre », c'est chaque Martiniquais abîmé dans son rêve d'une civilisation oubliée, personnellement symbole de tous les peuples composites des Antilles. Et la relation implique à la fois l'outil de la connaissance occidentale, dont la plupart sont exclus, et le retournement contre cette même culture. Est-ce une utopie?

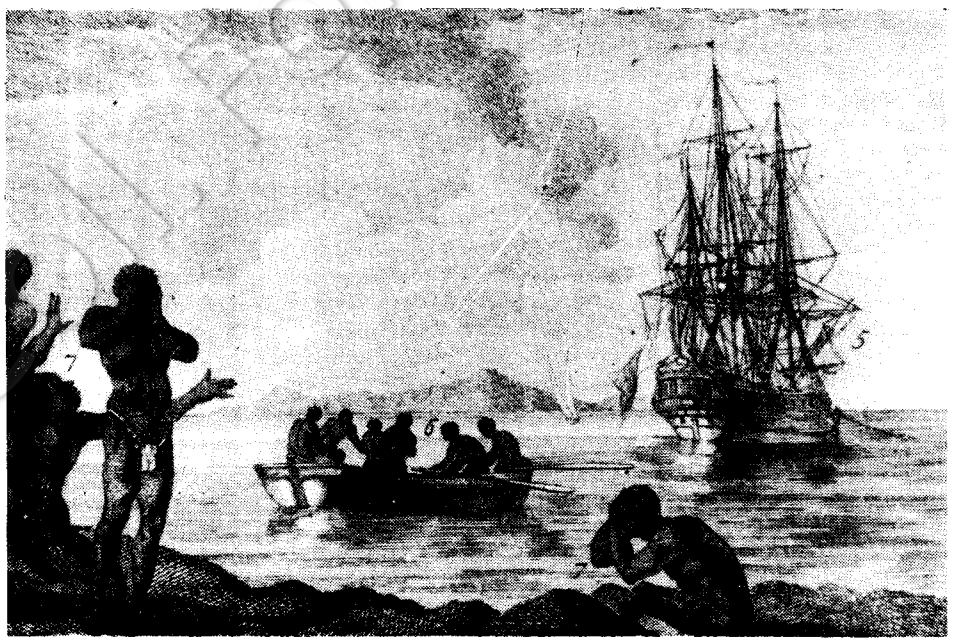
Pas pour Edouard Glissant, qui se proclame indépendantiste et croit à l'avenir des petits pays contre les grands blocs. Assigné à résidence en France, de 1961 à 1965 (comme cofondateur du *Front antilloguyanais*, fondateur en 1967 de l'Institut martiniquais d'études (où il enseigne les lettres et la philosophie), il lutte pour sa conception d'une politique « ethno-technique » d'intégration dans l'environnement humain, naturel, culturel : si le mouvement écologiste a pour lui un sens, c'est aux Antilles; si la démocratie directe peut être mise en acte sans verser dans le populisme fasciste, c'est là-bas.

Mais il se sent enfermé dans son ghetto d'intellectuel. En Martinique, on consomme une culture importée, on ne crée pas. Chacun conte, mais le conte fait partie de l'existence, il ne se conçoit pas comme un art. Les peintres? Encore des intellectuels! C'est seulement en musique qu'il existe un effort populaire de synthèse du reggae avec l'ancienne biguine.

Illustration du *Discours, la Case du commandeur* est aussi un témoignage d'espoir. C'est la première fois qu'Edouard Glissant n'explique pas l'actuel à partir du passé, mais part au contraire d'aujourd'hui pour remonter à travers les générations. Son héroïne, Marie Celat — qui apparaissait déjà dans *la Lézarde* — devient maintenant l'alterego de l'auteur. Dans son ascèse, elle est à la fois enracinée et poussée vers l'avenir : *« Aux Antilles, la femme, c'est la terre,* souligne l'auteur. *Elle a tout pris sur elle : l'esclavage et la révolte, la fidélité et la félonie. Avant 1946, tout passait par elle, l'homme était irresponsabilisé. Depuis, la femme travaille, mais cette situation nouvelle ne va pas sans angoisse... ».*

L'angoisse habite chacun des personnages, comme autant de mondes fantastiques : *« Un peu bizarres, un peu illuminés, tous les Martiniquais le sont. Il y a dix ans, on enfermait volontiers les opposants. Quoi de plus facile dans un pays où le délire verbal est habituel? Heureusement, depuis quelques années, il y a martiniqualisation du corps psychiatrique. »*

Dans ce livre, Edouard Glissant s'est laissé conduire par le délire atavique, sans calculs ni transpositions. Après, il a travaillé en orfèvre, ciselant son texte jusqu'à retrouver l'élan des vieux mythes. On est emporté par cette langue qui charrie comme un torrent les images ancestrales, par cette musique qui savoure sa propre mélopée. A mi-chemin de la poétique orale du créole, et de la poétique écrite du français, il invente une écriture fascinante, résolument « en marge ».



Embarquement d'esclaves sur un navire négrier, gravure du XVIII[e] siècle. (Photo Roger Viollet)

L'écriture, pour lui, c'est une défense contre la névrose : *« Ou bien j'analyse la situation,* dit-il, *ou bien je sombre dedans. »*

Nadine SAUTEL

• Le Discours antillais, *(503 pages), 85 francs, et* la Case du commandeur, *(203 pages), 55 francs. Par Edouard Glissant, Le Seuil.*

Nouveaux tangos à Paris



« L'EXPRESSION culturelle la plus importante de l'Argentine », dit Juan Cedron en partant du tango. Ce chanteur guitariste créa en 1964 le Cuarteto Cedron, avec Cesar Stroccio (bandonéon), Miguel Praino (violon alto) et Carlos Larsen (guitare basse et violoncelle). Vivant en France depuis 1973, la formation a modifié et enrichi sa musique au fil des ans. Venez découvrir ses *Chansons d'un pays quelconque*, au Théâtre de la Ville, à Paris, du 9 au 20 juin, à 18 h 30.

EN COULISSE

Les médaillés de l'humour

Le dessinateur Flip a remporté le premier prix du concours sur le thème de « la médaille », organisé dans le cadre du IV[e] Salon des dessinateurs humoristes de la presse. Le second prix de ce concours, patronné par *la Liberté de Montmartre*, est allé à Paul (Reb).

Dans le cadre de ce même salon, qui se tient à la Monnaie de Paris jusqu'au 15 octobre, le premier prix du concours d'humour médical, patronné par le quotidien *Panorama du médecin*, a été décerné à Henri Oziouls, et le second prix à Janbron.

Flip, né en 1917 à Chaumont, participa à la création du *Coq hardi*. Il fait des dessins publicitaires, des reportages, et illustre des livres. Henzi Oziouls a illustré de nombreux écrivains, dont André Maurois, Maupassant et Tristan Bernard. Ses dessins sont publiés notamment dans *France Dimanche, Ici-Paris, le Hérisson, l'Almanach Vermot.*

Simultanément s'est ouverte au 11, quai Conti, une exposition sur *l'Humour et la Médaille à la Monnaie de Paris.*

Fleurs belges

Une Belge a remporté le grand prix du XXI[e] Festival international d'art floral de Versailles.

La lauréate, Colette Van Maele, qui habite Overysse (Belgique), a reçu son prix des mains de la présidente du festival, Christiane Schmitz, et d'André Damien, conseiller général, maire de Versailles.

Huit premiers prix ont également été décernés : à Mmes Perrin (Coulommiers), Paris (Antony), Brauge, Beal, Kesby (Versailles), à Mme Despretz (Saint-Cloud), à M. Camurat et à Mlle Richir (Paris).

Hemingway en Chine

Le célèbre roman *Pour qui sonne le Glas*, de l'écrivain américain Ernest Hemingway, va prochainement être traduit en chinois : la maison d'édition de Shangai qui doit publier cette œuvre s'apprête également à diffuser une première sélection de nouvelles du grand romancier, parmi lesquelles *Camp indien, le Tueur, les Neiges du Kilimandjaro* et *la Vie courte et heureuse de Francis Maconber.*

Les œuvres d'Hemingway ont été introduites en Chine il y a une quarantaine d'années. Ses deux principaux romans, *l'Adieu aux Armes* et *le Vieil Homme et la Mer* ont pour la première fois été publiés, en traduction chinoise, vers 1950.

Ils ont été réédités au cours des deux dernières années, après avoir complètement disparu des librairies pendant la révolution culturelle.



Un livre fou: «l'Implacable Siège du pouvoir»

CELA m'étonnerait beaucoup que vous ayez déjà lu *le Fauteuil qui rend fou*. Cela m'étonnerait beaucoup, pour la bonne raison que ce petit livre est édité par un débutant et que, pour cette raison, il est pratiquement introuvable en librairie. Et c'est bien dommage, parce que cet ouvrage écrit par un dessinateur ne manque ni de lettres ni de piquant.

A mi-distance entre le libelle et la bande dessinée, *le Fauteuil qui rend fou* a le mérite de décaper les esprits bercés par la monotonie du discours officiel. En ces temps de vie politique intense, cet opuscule tombe à pic : d'abord, il se lit rapidement ; ensuite, il est percutant ; enfin, il est très drôle.

En quelques pages de ce recueil qui n'en compte que 130, l'auteur nous propose une radiographie du pouvoir et des divers moyens d'y parvenir, ainsi qu'une véritable analyse de la société française. Il existe de nombreux traités sur la question, tous plus sérieux les uns que les autres. Il en manquait un plus léger : le voici. Dans cet étrange fascicule, le professeur Fauconnier, éminent expert en crispologie, démonte les rouages du pouvoir à l'intention d'un lecteur qui aurait conservé son âme d'enfant.

Dans un style qui n'a rien à envier à la culture Shaddok, l'auteur brocarde les hommes politiques, se moque des technocrates et montre l'absurdité de notre système. En quelques pages, il nous propose un véritable projet de savoir-survivre contre l'ancienne morosité.

Pierre POIX

• Le Fauteuil qui rend fou, *de Patrick Fauconnier, aux éditions Marchandeau.*

SUR LES PLANCHES

• ***Richard Bohringer.*** Emporté, lyrique, passionné, Richard Bohringer exulte et vibre. Foin des mélodies et des voix suaves ou sirupeuses. Le visionnaire martèle son verbe aux accords d'un jazz-rock violent, mêlé de révolte et d'espérance. Tout au long de ses poèmes-fleuves, il nous entraîne vers le bateau ivre de son délire. Déchirures, amour, amitié, quête d'absolu, et un cri : « *Viens, la vie...* »

Cloître des Lombards, 62, rue des Lombards. Paris. 21 heures. Tél. 233.54.09.

• ***Désormais,*** *par la Compagnie du Lierre.* Création originale d'un théâtre musical inventé par cinq comédiens venus des horizons les plus divers. Désormais se place sous le signe de la tradition du soleil. Les voix et les danses se mêlent pour nous convier à des noces superbes. La fête.

Lierre-Théâtre, 22, rue du Chevaleret, Paris. Vendredi et samedi, 18 h 30. Dimanche, 15 h 30. Jusqu'au 21 juin.

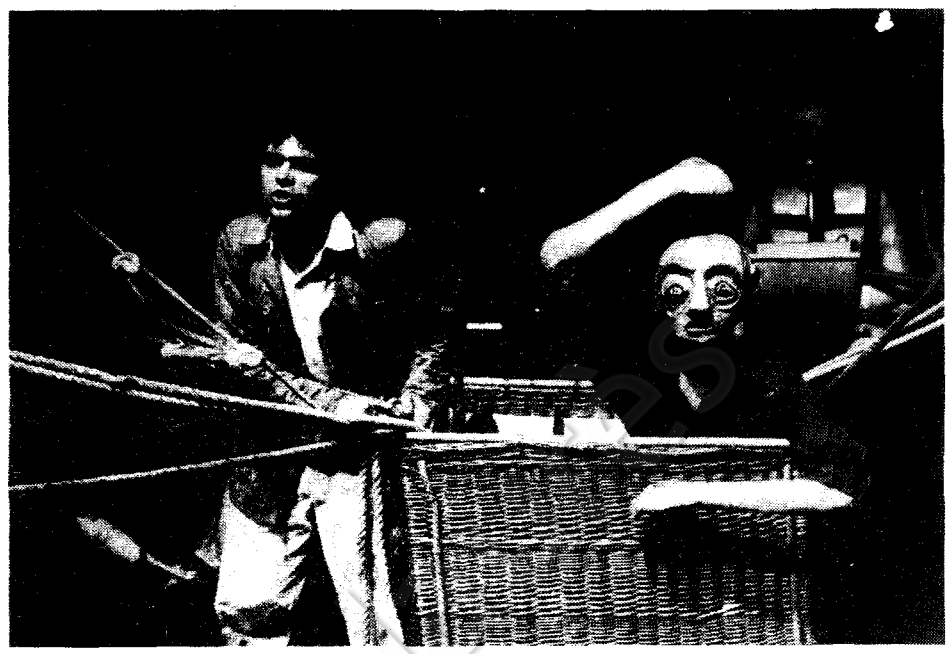
• ***Le mime Pradel.*** Fragile et aérien, il récrée en geste l'univers. Pétillant de malice, il délaisse cependant les artifices par amour des images, des formes. Il esquisse plus qu'il n'explique, laissant le spectateur ébloui dans la lumière de ses signes.

Théâtre Présent, 211, avenue Jean-Jaurès. 20 h 30. Tél. 203.02.55. Jusqu'au 12 juillet.

D. M.

Théâtre en quête d'auteurs

«D'un Céline l'autre», de Jean-Philippe Guerlais et Irène Lambelet, textes de Louis-Ferdinand Céline



«*Il n'y a plus d'auteur pour le théâtre aujourd'hui* »... Assenée avec une mensongère insolence depuis des années, la formule semble malheureusement avoir acquis droit de cité. Auprès du public d'abord, souvent trop peu ou mal informé; auprès des metteurs en scène et des compagnies théâtrales aussi, qui piochent à tout va dans l'inépuisable réservoir de la littérature mondiale. Joyce, Zola, Flaubert, Maupassant, Baudelaire... sont allègrement annexés quitte à voir leur œuvre tronquée, défigurée...

Paresse? Inculture? Inconséquence? Défi? Quel diable pousse donc les créateurs à s'acharner ainsi sur les textes « classiques » alors que tant de jeunes auteurs attendent avec une impatience fébrile l'heure glorieuse qui verra leur première œuvre représentée? On se le demande avec angoisse. Ce qui est certain, c'est que si le résultat est parfois heureux, il se révèle le plus souvent désastreux pour l'écrivain... et le public.

Témoin le dernier spectacle présenté à la Cartoucherie de Vincennes : *D'un Céline l'autre. Dès le début, on l'a compris. La soirée sera dure.*

Sous prétexte de nous amener à l'inévitable découverte de l'auteur maudit tel qu'en lui-même, Irène Lambelet et Jean-Philippe Guerlais nous infligent un malheureux montage de textes à prétention dramatique. En avant pour la visite biographique. Voyage au bout de la nuit, Mort à crédit, D'un château l'autre... Les morceaux choisis se succèdent sans surprise, portés par le délire de deux comédiens égarés au milieu d'une pléthore de mannequins fantomatiques et sinistres. Sur scène, tout un bric-à-brac de cordages et de machineries s'agite, soutenu par les accents d'une musique qui se veut apocalyptique.

Las! A quoi bon tant de fureur et de bruit? Comment des comédiens, aussi passionnés, transfigurés qu'ils soient, pourraient-ils ressusciter la figure du vieillard halluciné? L'œuvre de Céline est une œuvre « écrite ». Elle ne se prête ni au saucisonnage, ni à l'imagerie. Sa force seule réside dans le livre. Porté sur scène ainsi, le texte n'est plus qu'une suite d'obscénités. Et ce ne sont pas les quelques images-illustration aussi plates que vulgaires — projetées en surimpression qui pourront lui redonner sa force, de vie. Il ne reste qu'un dégueulis verbal aussi insipide que gratuit. Pénible voyage au bout de l'ennui...

Didier MEREUZE

• *Théâtre de la Tempête, Cartoucherie de Vincennes, 20 h 30. Tél. : 326.38.38. Jusqu'au 27 juin.*

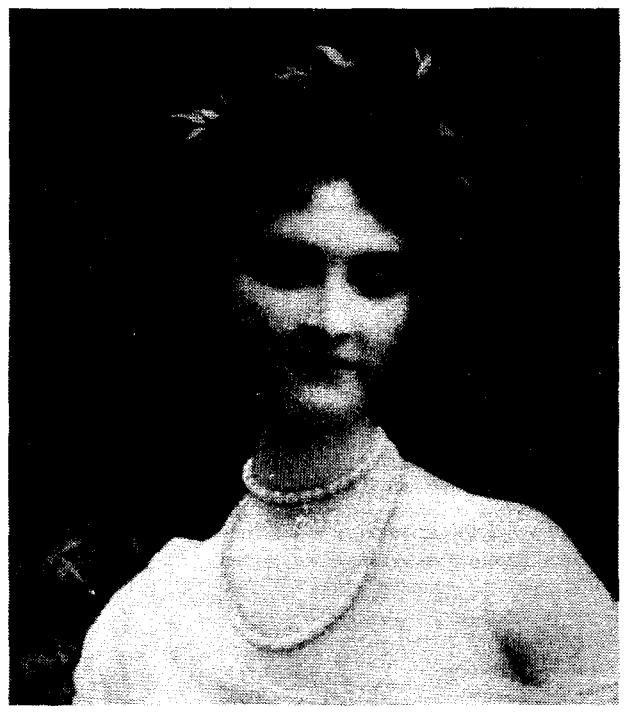


Un siècle de visages

DES yeux aux éclats de braise, un nez busqué qui donne des airs d'oiseau, une peau si pâle qu'elle devient transparente... Intenses ou fades, spirituels ou niais, j'aime lire les portraits et deviner derrière l'épaisseur de la pâte la profondeur ou la légèreté d'une pensée. Au musée Hébert, soixante d'entre eux sont accrochés, où les poses les plus lasses le disputent aux raideurs officielles. Signés Hébert, Cabanel ou Bonnat, ils caractérisent à merveille le second Empire.

Entre 1850 et 1900, les belles nonchalantes arboraient volontiers leur grâce et leurs froufrous. Passons sur les parures des élégantes, que je laisse aux historiens du costume ; reste leur visage, principal souci du peintre, où l'artiste essaye de révéler le caractère de son modèle, souvent en l'embellissant pour obtenir les faveurs d'une cour et d'autres commandes. Parfois, inadvertance plus qu'impertinence, un trait échappe au pinceau et dévoile un sourire grimaçant ou une lèvre boudeuse.

L'esthétique d'Hébert consistait à « *faire passer l'âme à travers la forme* ». Il y réussit, le bougre ; mais je soupçonne derrière tous ces yeux qui me regardent un ennui profond ! L'hébétude des salons a rongé l'esprit de la comtesse de Greffulhe ; la stupidité du regard de la duchesse des Cars m'a fait fuir du musée de la rue du Cherche-Midi. J'avais heureusement flairé la malice que dissimulait l'innocence apparente de quelques portraits d'enfants. Ainsi, le monde de Lewis Caroll me réconciliait avec celui des portraits.



Agnès de Pourtalès, peinte par Hébert.

« *Le dessin par la lumière* » — jolie formule de Niepce pour désigner la photographie — a depuis longtemps balayé le tableau portrait. C'est justement par l'intermédiaire de la photographie que l'hyperréalisme américain a réussi à renouveler le genre.

Le peintre Judy Somerville (exposition à la galerie Lavignes) exhibe un monde d'exclus, clos sur lui-même, de la société américaine : les vieillards. Un « troisième âge » écrasé par une société de démesure et oublié par sa culture.

Des jeunes femmes poudrées d'Hébert aux vieilles dames ridées de Somerville, il y a un siècle et un continent dont la peinture a rendu compte à travers ses portraits.

Franck MAUBERT

Portraits de femmes, *musée Hébert, 85, rue du Cherche-Midi, 75006. Tous les jours sauf mardi, de 14 heures à 18 heures, prix d'entrée : 7 francs, demi-tarif le dimanche jusqu'au 14 septembre.*

Judy Somerville, *peintures. Galerie Jean-Pierre Lavignes, 15, rue Saint-Louis-en-l'Isle 75004, jusqu'au 30 juin.*

Mercredi 10 juin

19 h 35 — TF1 Actualités.

20 h 10 — Campagne électorale.

20 h 55 — Julien Fontanes, magistrat. La dernière haie.
Scénario et dialogues de Jean Cosmos. Réalisation : François Dupont-Midy. Avec Jacques Morel.
Enquête sur un meurtre dans les milieux hippiques.

22 h 25 — La rage de lire.
Emission de Georges Suffert. Réalisation : Pierre Desfons.

22 h 20 — Grand Stade. Le sport à New York.
Emission de Robert Chapatte et Jean-René Vivet.

22 h 45 — Airbus objectif 1000.
Emission d'Elie Davidson. Réalisation : André Teisseire.



Le dernier Airbus sorti des ateliers. (Photo Interpress)

20 h 30 — En ballon au-dessus du Kilimandjaro.
Emission de Jean-Paul Blondeau. Texte de Serge Lentz.
Alan et Joan Root ont réalisé de nombreux films sur la faune d'Afrique. Vivant au bord du lac Naivasha (Kenya), ils utilisaient l'avion pour surprendre les animaux sauvages dans leur intimité, jusqu'au jour où ils eurent l'idée d'utiliser un ballon. Plus stable, plus lent, plus proche du sol, le ballon à air chaud se révèle cependant moins maniable qu'un avion... Mais les neiges du Kilimandjaro sont au bout du voyage, à huit mille mètres d'altitude. De belles images en perspectives...

21 h 20 — La confusion des sentiments.
Téléfilm d'Etienne Périer, d'après le roman de Stefan Zweig. Adaptation et dialogue de Dominique Fabre et Etienne Périer. Avec Michel Piccoli, Pierre Malet, Gila von Weitershausen.
Etrange et belle histoire que cette idylle entre un jeune homme revenu des plaisirs de la vie d'étudiant à Berlin et un homme d'âge mûr apparemment revenu de tout. Maître et disciple : le thème est décidément dans l'air, après les Années lumière *de Tanner... Mais tout ne va pas pour le mieux : cherchez la femme... Cette coproduction franco-allemande s'est accordé une musique de choix : la* Neuvième Symphonie *de Malher, dirigée par Bernstein.*

Jeudi 11 juin

19 h 35 — TF1 Actualités.

20 h 10 — Campagne électorale.

21 h 00 — Martine Verdier.
Feuilleton en six épisodes de François de Verny et Charles Obazine. Réalisation : Bernard Toublanc-Michel. Avec Isabelle Texier, Daniel Gélin.
Troisième épisode de cette série médicale, où une petite interne courageuse fait face aux exigences de son métier et à la vie quotidienne, dans l'ombre d'un grand patron qu'elle admire. Et sur Antenne 2 ou FR3...?

21 h 50 — L'Evénement.
Emission de Jean-Marie Cavada et Michel Thoulouze.
La Corée du Nord, reportage de Raymond Girard, et *Le Prince des pauvres,* d'Alain Chaillou.

22 h 55 — Les grandes expositions. Cappiello.
Emission de Jacqueline Plessis.
D'origine italienne, ce caricaturiste-affichiste a exercé une influence déterminante sur l'art du début du siècle. Une exposition parisienne, au Grand-Palais, vient de présenter une rétrospective de son œuvre.

21 h 00 — Le gros oiseau.
Pièce de Jean Bouchaud. Mise en scène et réalisation de Jean-Michel Ribes.

23 h 00 — Coups de théâtre.
Emission de Gilbert Kahn.
Cette dernière émission avant les vacances présente les principaux festivals de l'été... presque aussi bien que Combat socialiste *la semaine prochaine !*

20 h 30 — Le passé simple.
FIlm de Michel Drach (1977). Avec Marie-José Nat, Victor Lanoux, Anne Longert.

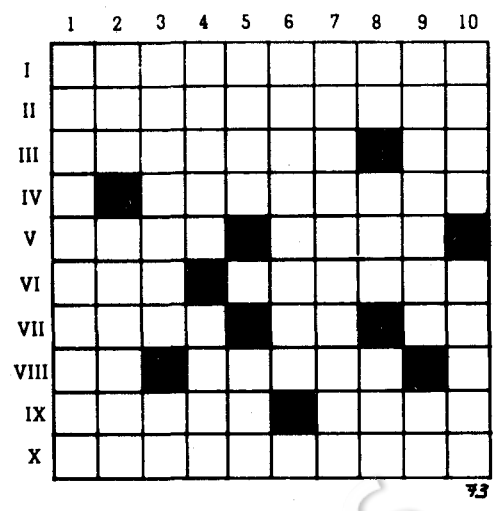


Marie-José Nat. (Photo Interpress)

Se réveillant amnésique à l'hôpital, Cécile a bien du mal à se rappeler son passé, et le téléspectateur à se rappeler s'il est devant un grand ou un petit écran, tant on lui passe des films en une semaine...

22 h 25 — Agenda 3.

Mots croisés par Lionel



PROBLEME N° 73

Horizontalement. — I. Planches de salut (sing.). - II. Il a d'abord été contre. - III. C'est un début pour officier. Sans voiles. - IV. Ne travaille pas sans consignes. - V. Liés. Visita fâcheusement les musées florentins. - VI. Le royaume des ombles. Supérieur. - VII. Possessif. Est mis à l'index. Particule électrisée. - VIII. Contraction pour docteur. Grand dieu. - IX. Tient la première place dans le secteur secondaire. Fait une division de tête. - X. Ils ont beaucoup noirci quand leurs cheveux sont blancs.

Verticalement. — 1. Serait franchement ridicule en disputant une poule. - 2. Est censé faire éclater la vérité. Poigne. - 3. S'exprime par des phrases toutes faites. De même. - 4. Calme les nerfs. Femme du peuple. - 5. Pique les bœufs. Rude. - 6. N'eurent longtemps pas grand-chose à gagner. - 7. Peuplée de gens bien de chez nous. - 8. Commun au déjeuner, au dîner et au souper. Dit l'essentiel quand on la boucle. Association levantine. - 9. C'est coton. Symbole. - 10. Mise en place. Proches du navet.

SOLUTION DU N° 72

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	M	A	P	P	E	M	O	N	D	E
II	Y	O	Y	O	■	A	R	U	M	S
III	O	U	R	S	O	N	■	C	■	S
IV	P	T	O	S	E	■	A	L	L	O
V	E	■	M	E	I	L	L	E	U	R
VI	■	R	A	S	L	E	B	O	L	■
VII	V	A	N	S	■	T	U	L	L	E
VIII	E	V	E	I	L	■	M	E	I	R
IX	A	I	■	F	A	N	E	S	■	R
X	U	N	I	S	S	O	N	■	R	E

72

Combat SOCIALISTE

Claude Germon, directeur de la publication.

Claude Gault, rédacteur en chef ; **Ghislaine Toutain, Edouard Bailby, Michel Friedman, Guy de Faramond, Jean Weber,** chefs de service ; **Jean-François Huchet**, secrétaire général ; **Jean-Jacques Salmon**, secrétariat de rédaction.

Jean-Claude Karsenty, administrateur ; **Patrick Ducheyron**, ventes.
Rédaction : 7 *bis*, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris. Tél. 551.97.53.
Publicité Paris : René Lenormand,
7 *bis*, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris. Tél. 551.97.53.
Publicité Province : OFRES, 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris. Tél. 285.72.57.
Impression : PIO, 1, boulevard Ney, 75019 Paris.
Commission paritaire : n° 52224.

FÉDÉRATION DU LIVRE MARQUE SYNDICALE

**Pour mes idées,
pour que la presse socialiste vive**

**JE M'ABONNE A
*COMBAT SOCIALISTE***

☐ Abonnement de soutien : 1 000 F
☐ Un an : 550 F
☐ 6 mois : 300 F
☐ Par trimestre : payez 150 F tout de suite
☐ Prélèvement automatique (un formulaire vous sera expédié par retour). Pour un an : 150 F par trimestre.

ABONNEMENT COUPLÉ :
***« COMBAT SOCIALISTE »*, 5 jours**
***« L'UNITÉ »*, hebdomadaire, le 6e jour**

☐ Un an : 650 F
☐ 6 mois : 360 F

RÉDIGEZ VOTRE CHÈQUE
à l'ordre de « Trésorerie PS - Compte presse »
10, rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....

SELECTION RADIO

Mercredi 10 juin

FRANCE-CULTURE

22 h 30 — Nuits magnétiques. A la recherche de Dostoïevski.
Emission de Jean-Marie Benoist.
Stayroguine. Avec Gabriel Matzneff. Texte lu par Laurent Terzieff.

FRANCE-MUSIQUE

18 h 02 — Le club du jazz. Les irréfutables altistes.
Emission d'Alain Gerber.

23 h 00 — Ouvert la nuit. Les mémoires de la musique.
Emission d'Alain Lacombe.
Œuvres de Rousseau, Gluck, Gossec, Auber, Beethoven, Fauré.

Jeudi 11 juin

FRANCE-CULTURE

19 h 30 — Les progrès de la biologie et de la médecine.
L'anthropologie médicale.
Emission de Jean Bernard et Bernard Larour.

20 h 00 — Nouveau répertoire dramatique.
Emission de Lucien Attoun. Réalisation de Jean Taroni et Jean-Pierre Colas.

FRANCE-MUSIQUE

18 h 02 — Le club du jazz. Le saxophone alto Lee Konitz.
Emission de Jean-Robert Masson.

20 h 05 — Concours de guitare. XXXIIIe Concours international.
Emission de Robert Vidal.
Œuvres de Castelnuovo Tedesco, Godoy, Berlioz.

Combat
SOCIALISTE

TUEUR DE L'OMBRE

Six heures de délibérations

En condamnant Marcel Barbeault à la réclusion à perpétuité, les jurés n'ont pas suivi l'avocat général

Après six heures de délibérations, les jurés de la cour d'assises de l'Oise ont condamné Marcel Barbeault, quarante et un ans, à la réclusion à perpétuité. L'avocat général avait requis la peine de mort contre celui qu'on a surnommé « le tueur de l'ombre ».

L'HOMME n'a jamais avoué, les témoins au cours des dix audiences de ce procès-fleuve ne sont jamais parvenus à démontrer sa culpabilité. Gérard Gug, le seul à avoir entr'aperçu le 26 novembre 1975, un homme peu avant le meurtre de Julia Goncalves — ce qui avait permis d'en dresser un portrait robot — était moins formel qu'à l'instruction : cinq ans il est vrai ont passé...

Alors? Bon époux et bon père aux dires de sa femme, Marcel Barbeault est-il vraiment un détraqué? Car il faut l'être pour tuer ainsi de sang-froid cinq personnes, en utilisant pour les femmes un rituel immuable : elles ont été achevées d'une balle de carabine en plein front après avoir été frappées à coups de matraque ou de couteau à l'aube ou à la tombée de la nuit, dévêtues, délestées de leur sac à main, mais non violées.

Barbeault n'a pas changé de système de défense : il a nié en bloc. Voleur? Oui. Mais assassin? non, jamais. Est-ce bien lui le coupable? Les journalistes — leurs articles en témoignent — en sont venus à se poser des questions. Présenté comme le meurtrier avant que ne s'ouvre le procès, l'inculpé a peu à peu suscité des interrogations. Son impassibilité a troublé. Force est de constater que la seule preuve à charge reste cette carabine Gecabo retrouvée dans la cave de son domicile.



Marcel Barbeault : son système de défense n'a pas convaincu les jurés de l'Oise. (Photo AP)

Les experts ont été formels : ils sont venus dire à la barre que l'arme avait servi à tuer au moins deux des cinq victimes. Hormis cette 22 long rifle que Barbeault a prétendu maladroitement avoir ramassée dans un cimetière, tout dans le dossier repose sur des présomptions.

Les jurés auraient pu, à maintes reprises, demander des détails, il n'en a rien été. Ont-ils été intimidés par la solennité de la cour d'assises, par l'étrangeté du langage juridique? Ou ont-ils d'emblée épousé les thèses de l'accusation?

Coupable ou innocent? L'avocat général ne s'est pas embarrassé de telles subtilités. En demandant la peine de mort, au terme de quatre heures de réquisitoire, contre celui qu'il a présenté comme *« un voleur devenu voyeur puis violeur »*, entraîné par *« une terrible unité criminelle »*, Marc Moinard a balayé leurs éventuelles hésitations.

Au cours de sa plaidoirie, Me Jean-Louis Pelletier s'est étonné que son client apparaisse comme un maniaque invétéré alors que les psychiatres n'ont décelé en lui aucune anomalie, aucune maladie mentale. Pendant près de cinq heures il a insisté sur les discordances entre les renseignements obtenus à l'époque de la diffusion du portrait robot et l'aspect physique de Marcel Barbeault, sur la faiblesse de chacune des charges retenues contre lui, sur la fragilité des témoignages.

« Je ne suis pas certain de son innocence, encore moins certain de sa culpabilité » a-t-il déclaré aux jurés avant de conclure *« si comme moi vous avez un doute, il doit bénéficier à l'accusé, vous devez le déclarer non coupable et le relâcher. »* Les jurés ne l'ont pas suivi, ils ont seulement accordé les circonstances atténuantes à Barbeault.

Carine LENFANT

A Marseille, l'exclusion d'un militant CGT fait des vagues

REMOUS à Marseille au sein de la CGT. Pierre Godard, ancien secrétaire local des éboueurs, cégétiste depuis 1974, a annoncé en début de semaine qu'il venait d'être exclu de son syndicat : *« Le 27 mai dernier, sans débat ni vote, il m'a été signifié que je ne pouvais plus représenter la CGT et que je n'en étais plus membre. »*

Le secrétaire national Georges Séguy aurait été informé de cette sanction. L'« exclu » — c'est ainsi qu'il se nomme — lui ayant même demandé *« de revenir sur une décision qu'il qualifie de grave et de non justifiée. »*

A dire vrai, il y a déjà plusieurs mois que le torchon brûle entre Pierre Godard, la trentaine et militant de la Ligue communiste révolutionnaire, et la confédération CGT. On se souvient en particulier que celui-ci, ainsi que sept autres militants CGT des Bouches-du-Rhône et du Var, étaient à l'origine, en février dernier, d'un appel pré-présidentiel. En deux mots, ils demandaient à leur syndicat *« à appeler à un vote de classe contre le président de la République du moment. »* Au sein du même appel, dont l'esprit fut repris hors de Marseille et parmi la frange minoritaire de la Commission exécutive nationale, il était demandé à la CGT *« d'éviter les positions partisanes »*. En clair, les signataires lui demandaient *« de ne plus rouler exclusivement pour le Parti communiste au détriment du Parti socialiste »*.

L'idée, si elle a fait son chemin, a aussi fait grand bruit. Dans un texte rédigé le 5 mars dernier par le secrétaire général de l'union départementale CGT, on disait déjà : *« L'inspirateur de cette initiative — l'appel de Marseille — est la Ligue communiste, nous en avons les preuves. Ce groupuscule tente avec d'autres formes réformistes d'empêcher que les positions de classe de la CGT sur le changement et l'élection présidentielle soient largement connues. »* Ce même texte précisait *« chacun agira en conséquence pour rejeter avec vigueur un tel débauchage. »*

L'union départementale se refuse toutefois dans le cas de l'affaire Godard à employer le terme *« exclusion »*. *« Puisqu'il n'a pas repris sa carte en 1981, il ne peut plus être considéré comme un adhérent. »* On ajoute même que *« les militants de sa propre section, celle des éboueurs, ont menacé de rendre les leurs, si Pierre Godard obtenait sa carte. »*

Toujours côté CGT, on explique encore que Pierre Godard a néanmoins fait une demande de réadhésion qui a été refusée par son syndicat local. Motif ? *« Il tente de miner le syndicat de l'intérieur. »*

L'intéressé, lui, raisonne différemment : *« Mon exclusion relève bel et bien du délit d'opinion, ce qui est contraire aux statuts de la CGT. »* Une exclusion en effet ne peut être justifiée que pour des motifs aussi graves que la collaboration ouverte avec le patronat, par exemple, ce qui manifestement n'est pas ce qui lui est reproché. *« En fait, je suis sanctionné pour avoir demandé avec d'autres de tout mettre en œuvre pour chasser Giscard d'Estaing. Avouez que c'est un comble ! Quant à mon appartenance à la CGT cette année, elle ne fait aucun doute, puisque je siégeais le 11 mars dernier à une commission exécutive du syndicat général des municipaux. »*

Gérard LE MAOUT

L'OBSERVER EUROPE 1 transat 1981

Tabarly a rallié Cherbourg

Les multicoques seuls en tête

FIDELE à son habitude, Eric Tabarly a fait le silence radio pendant son retour vers Cherbourg où il était attendu mercredi en fin de matinée. La veille, le responsable de la branche plaisance des Constructions mécaniques de Normandie s'était étonné de la décision des frères Tabarly de mettre le cap sur la préfecture maritime de la Manche. *« Nous ne pourrions lui être utiles que s'il connaît des problèmes de structures,* a-t-il indiqué, *ce qui ne semble pas le cas dans la mesure où le bateau à l'air d'avancer rapidement. »*

Le *Paul-Ricard,* en effet, après avoir rebroussé chemin a peu à peu repris de la vitesse pour atteindre les douze nœuds.

Maintenant, c'est sur l'un des anciens lieutenants de Tabarly, Olivier de Kersauzon, que reposent les chances françaises, mais la Transat est loin d'être jouée et si les Britanniques semblent avoir pris une bonne option en se maintenant aux deux places de tête, on trouve quand même six Français dans les dix premiers.

Classement le 9 juin à 12 heures GMT : 1. *Sea Falcon* (R. Knox-Johnston et B. King-Harman) G.B. ; 2. *Brittany Ferries* (Chay Blyth et Rob James)) G.B. ; 3. *Jacques-Ribourel (*O. de Kersauzon et G. Dijkstra) Fr. ; 4. *Gautier II* (J.-Y. Terlain et C. Février) Fr. ; 5. *Télé 7 Jours* (Mike Birch et W. Greene) Can. ; 6. *Lesieur Tournesol* (E. Riguidel et J.-F. Coste ; 7. *Gépé Papiers peints* (G. Pesty et J.-P. Griziaux) Fr. ; 8. *Starpoint* (P. Martinoni et E. Sala) It. ; 9. *Elf Aquitaine* (M. Pajot et P. Ayasse) Fr. ; 10. *Ocean Speed* (B. Peyron et L. Peyron) Fr.

Notons qu'aucun monocoque ne figure dans ce classement.

Jean-Jacques SALMON

• Ce serait une voie d'eau à l'avant du *Paul-Ricard* qui aurait contraint les frères Tabarly à rallier Cherbourg apprenait-on mercredi en fin de matinée.

AIR TRANSAT

Le 110 ne répond plus

MERCREDI matin, on était toujours sans nouvelles de l'équipage du *Piper Commanche* n° 110 piloté par J. Masserot et O. Recoing, l'un des équipages les plus expérimentés de la course : le commandant de bord qui est pilote à Air Inter compte en effet plus de 20 000 heures de vol. Il a lui-même une bonne expérience de l'Atlantique et son copilote avait suivi, avant le départ de la Transat, un stage de survie.

L'appareil — un monomoteur — avait décollé vers 10 h GMT de la base de Gander et voulait rallier directement Beauvais. Le contact radio a été interrompu vers 15 h GMT (17 h à Paris) et l'alerte a été déclenchée après le repérage d'une balise de détresse au large de Shannon en Irlande du Sud. Les avions de secours britanniques sont sur les lieux, mais pour l'instant les recherches n'ont rien donné et l'on ne sait toujours pas si l'avion s'est posé en mer ou sur la terre ferme.

Le premier appareil de cette Transat aérienne s'est posé mardi à 9 h 30, à Beauvais. Il s'agit du Cessna n° 18 piloté par Stoll et Alvisse, deux hommes d'affaires luxembourgeois, qui a effectué la traversée New York-Beauvais en 17 h 31'. L'appareil est un monomoteur de 310 ch qui leur a permis de voler à une altitude de 23 000 pieds (environ 6 000 m). Roy Stoll et Jean-Claude Alvisse, qui comptent respectivement 2 000 et 600 heures de vol, ont effectué une traversée sans problème : *« On avait bien préparé notre coup et nous avions une bonne machine. En dépit du pilotage automatique, nous n'avons pas eu le temps de nous ennuyer : entre les calculs de navigation et les réglages du moteur et des radios, il ne nous restait pas une minute de libre. Nous avons bénéficié de vents favorables et nous avons même relevé une vitesse-sol de 500 kilomètres-heure.* Les deux pilotes qui marinaient dans leur combinaison de survie depuis New York se sont livrés à une petite opération de strip-tease avant de se précipiter au restaurant : depuis leur départ, ils n'avaient avalé qu'un sandwich.

P. P.